



bimensuel
n° 27
28 avril 1978
5 f.f 35 f.b 3 f.s

PCF: divergences
tous azimuts

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

APPEL
DU
SYNDICAT
INDEPENDANT
DES
TRAVAILLEURS
D'UNION
SOVIETIQUE

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement
UN an
25 numéros



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à Inprecor
accompagné d'un chèque.
Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex - France.

NOM
PRENOM
ADRESSE

PAYS

Sommaire

- | | | |
|------|----|--|
| page | 3 | URSS
Appel du Syndicat indépendant des travailleurs
d'URSS |
| page | 8 | FRANCE
PCF : Des divergences tous azimuts
Pierre Julien |
| page | 12 | SRI LANKA
L'offensive antisyndicale
Documents |
| page | 16 | QUEBEC
Le Parti québécois serre la vis aux travailleurs
Christian Corbière |
| page | 18 | CANADA
Ottawa orchestre l'offensive fédéraliste
contre le Québec
Christian Corbière |
| page | 21 | ETATS-UNIS
La grève des mineurs laisse des marques profondes
Matilde Zimmermann |
| page | 25 | AMERIQUE LATINE
Quelle place dans la nouvelle
division internationale du travail ?
Livio Maitan |
| page | 32 | ARGENTINE
Le « Mundial » 1978, l'occasion
d'une campagne contre la dictature
A. Vitold |

Inprecor, Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex France
Directeur de publication : Jean-François Godchau

Imprimé par Rotographie (Montreuil). Tél : 808 23.28. Commission paritaire n. 59 117
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les
articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



URSS

Appel

**à l'Organisation internationale
du Travail
et aux syndicats des pays occidentaux**

par le syndicat indépendant des travailleurs d'URSS

*« Tout notre pays est rongé
par la pourriture du bureaucratisme.*

Nous et nos camarades de malheur en sommes le témoignage. »

En janvier 1978, 200 travailleurs, dont le porte-parole le plus connu est Khlébanov, ont constitué en URSS un syndicat indépendant. Au début de février ils ont adressé à l'Organisation internationale du Travail (OIT) et aux organisations syndicales des pays occidentaux, l'appel que nous publions ci-dessous. (Trente syndicats britanniques se

sont solidarisés avec les ouvriers soviétiques et approuvé l'objectif de leur syndicat indépendant).

En France, les quatre centrales syndicales, CGT, CFDT, FO et FEN ont assisté à la conférence de presse, organisée début mars, par des militants oppositionnels venant d'URSS, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de

Roumanie et elles se sont engagées dans la dénonciation de la répression contre les travailleurs dans les pays de l'Est.

La CGT a pris position en condamnant toutes les atteintes à la liberté, mais sans aller jusqu'à mentionner explicitement la création du syndicat indépendant en URSS. La FEN demande à ce que la liberté syndicale

soit un droit reconnu et exercé librement en URSS.

La CFDT apporte son soutien « à tous ceux qui utilisent les moyens à leur disposition pour lutter contre le chômage politique et pour leur dignité ». Toutes deux exigent la libération de Khlébanov et de ses camarades, actuellement internés en hôpital psychiatrique.

● Chômeurs soviétiques venus de différentes villes et Républiques de notre pays à Moscou, nous sommes contraints d'adresser cet Appel à l'aide morale et matérielle par l'intermédiaire de la presse des pays occidentaux. Nous n'avons aucune autre possibilité.

Tous autant que nous sommes, nous avons été licenciés pour avoir dénoncé des abus et pris des positions critiques à l'encontre de la direction des entreprises qui nous employaient (pillage de valeurs matérielles, pots de vins, graves accidents de travail, violation grossière de la législation du travail, etc.).

Nous sommes tous des personnes d'âge moyen (entre 35 et 45 ans) et nous avons plus d'une dizaine d'années d'expérience professionnelle.

Nous sommes privés de travail pour une période allant de un à cinq ans.

Il nous semblait que les questions que nous soulevions trouveraient un soutien, si ce n'est à l'endroit même où elles se posaient, du moins dans les instances supérieures et dans la presse.

D'un côté, le parti et le gouvernement appellent les citoyens soviétiques à faire régner l'ordre là où il est enfreint : dans les entreprises de production, dans la vie nationale et dans le domaine public et social. De l'autre côté, les instances soviétiques du pouvoir s'en prennent avec violence, précisément à ceux qui font preuve d'un strict respect de l'ordre légal et interviennent pour défendre les intérêts de la production, comme le demande la propagande.

Toutes nos tentatives pour obtenir justice auprès des instances du pouvoir ont été vaines.

Nous nous sommes adressés, chacun de notre côté, aux instances centrales du pouvoir soviétique : Comité central du PCUS, Présidium du Soviet suprême, Soviet des ministres de l'URSS, Conseil central pansoviétique des syndicats. Nous n'avons obtenu aucune réponse.

Les instances juridiques règlent nos problèmes dans un sens unilatéral, c'est-à-dire qu'elles donnent des réponses dilatoires et bureaucratiques, nous envoient d'une instance à l'autre. Lorsque nous nous adressons aux instances supérieures, là où l'on prend des mesures constructives, on emploie contre nous qui défendons le droit à la requête,

des méthodes inadmissibles : sous prétexte d'enregistrer les rendez-vous pour être reçus par la direction, on nous arrête séparément ou par groupe, pour nous envoyer dans les postes de milice, dans les hôpitaux psychiatriques.

C'est une pratique en vigueur dans les instances les plus hautes : dans les services d'accueil du PCUS, du Présidium du Soviet suprême et du Ministère public de l'URSS.

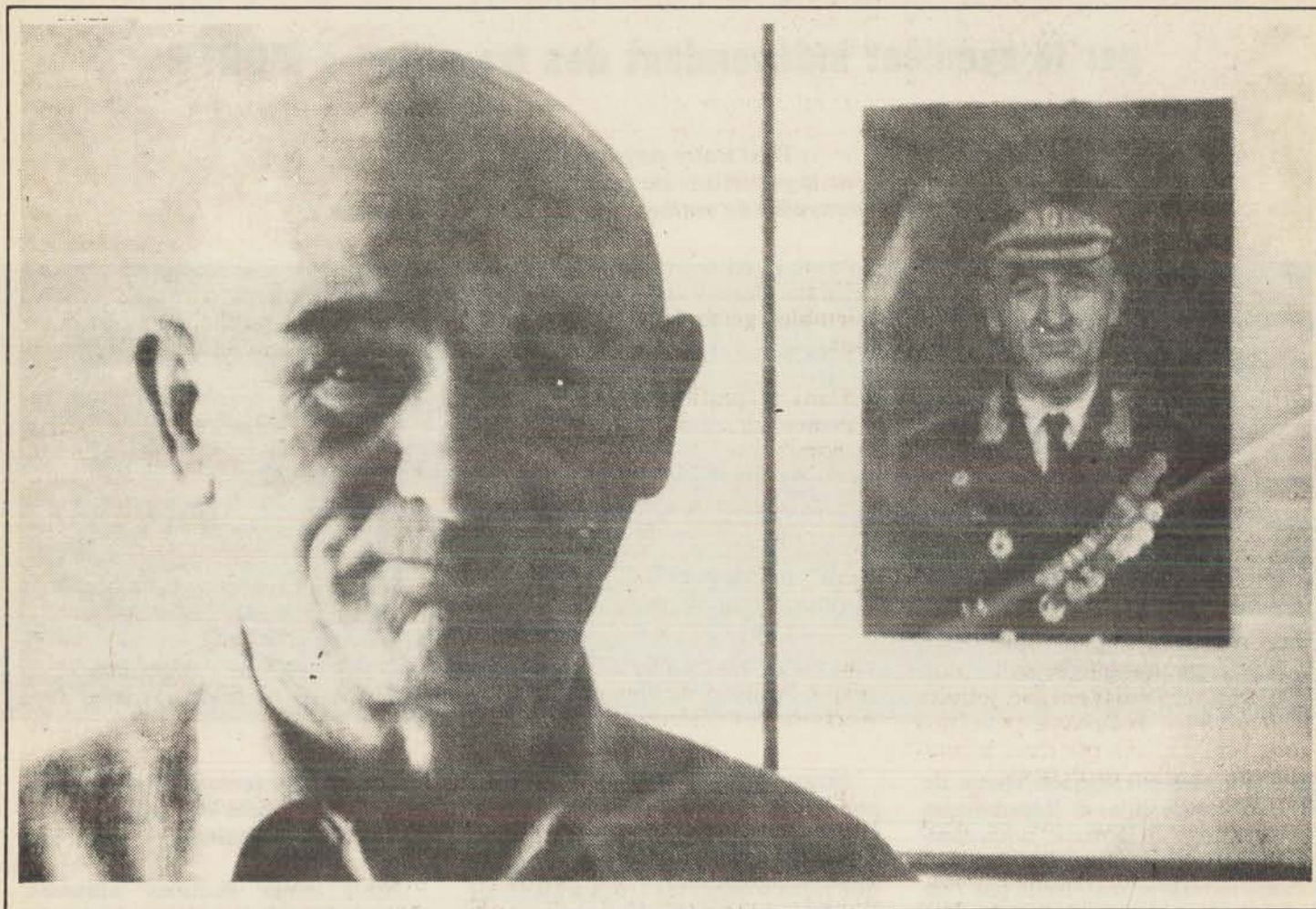
Nous nous sommes adressés collectivement à toutes les organisations sociales et publiques, à celles du Parti, aux organisations soviétiques et syndicales, aux rédactions des journaux centraux : *Pravda*, *Izvestia*, *Troud*, *Literatournaia Gazeta*, aux revues : *Ogoniok*, *Kommunist*, *Partinaia Jizn*, *Socialisticheskaia Zakonnost*; nous n'avons obtenu aucune réponse.

Nous avons espéré que la nouvelle constitution de l'URSS allait ap-

que nous avons été invités à nous rendre dans la rédaction des *Izvestia* et au comité du KGB, où l'on nous a promis de l'aide.

En fait, ce n'était que tromperie.

La rédaction des *Izvestia* ne poursuivait qu'un objectif : ils nous ont reçus un par un, cherchant à nous amadouer par des promesses et à nous faire dire qui de nous était l'organisateur. Ils ont fait tout ce



Un vieux militant de l'opposition en URSS, le général P. Grigorenko, devant son portrait en uniforme.

Il est absolument impossible d'avoir une entrevue dans un établissement supérieur soviétique quel qu'il soit; toutes les personnes haut placées - nos serviteurs, comme ils aiment se définir eux-mêmes -, ont dressé entre eux et nous un mur de miliciens.

Nous avons décidé de nous unir. Nous avons entrepris des démarches collectives. Mais, de la même façon qu'avant, on nous fait chasser à l'aide de la milice hors de Moscou, on continue à nous interner dans les hôpitaux psychiatriques.

porter des changements dans la situation des travailleurs démunis de tous droits. Les cas de répression et d'internement dans les hôpitaux psychiatriques que nous joignons à cet Appel prouvent que la nouvelle constitution n'est pas prise sérieusement en considération par les organismes soviétiques, qu'elle ne sert que d'écran pour égarer le peuple soviétique et l'opinion internationale.

Ce n'est qu'après que nous ayons rendus publics les actes d'arbitraire et de violence que nous avons subis,

qui était possible pour nous diviser, pour introduire entre nous des dissensions et des querelles.

Quant aux organes du KGB, leur objectif était de déterminer notre nombre et l'endroit où nous logions, dans le seul but de nous expulser de Moscou ou de nous renvoyer dans un hôpital psychiatrique.

Aussi, avons-nous décidé d'organiser notre propre syndicat, qui soit réellement indépendant, pour

МЕЖДУНАРОДНЫЕ ПОЛЕТЫ В КОСМОС



Timbre commémorant les exploits cosmiques de l'URSS

que sur le plan officiel et juridique, nous puissions défendre nos droits et nos intérêts, et que tous ceux dont les droits sont bafoués - dans quelque domaine que ce soit - puissent, s'ils le souhaitent, se joindre à notre lutte collective pour nos droits qui sont inscrits dans la nouvelle constitution de l'URSS.

Nous considérons que ce n'est qu'en créant notre syndicat et en nous appuyant sur l'opinion publique des travailleurs de tous les pays que nous pourrions forcer nos dirigeants à respecter les droits des simples travailleurs.

Dans notre pays, il n'existe aucune organisation qui défende les intérêts objectifs des travailleurs.

Les syndicats soviétiques ne défendent pas nos droits et n'ont pas l'autorité nécessaire, dans la mesure où ce sont des communistes qui occupent toutes les positions-clés dans les syndicats, c'est-à-dire des gens qui n'ont pas réussi à grimper dans l'appareil-même du Parti. Ce sont tous des ingénieurs ou des techni-

ciens, qui savent qu'en cas de non-réélection, ils se retrouveront sous les ordres d'un des dirigeants de l'entreprise, et que, pour cette raison, ils ont tout intérêt à se ranger du côté de la direction (ce qu'ils font de toute façon, en dehors de considérations de ce type).

Les élections syndicales sont purement formelles : ce sont les dirigeants de l'entreprise, le responsable du Parti dans l'entreprise et les dirigeants du Comité régional du Parti qui élisent et désignent les présidents des comités syndicaux.

Il est à noter qu'il n'existe aucune entreprise de production en URSS, où il n'y ait pas 100% de syndiqués parmi les ouvriers et les employés de l'entreprise.

Tout serait démocratique, si... les délégués étaient élus au cours d'une assemblée générale, en présence de tous.

Dans la pratique, pour s'assurer d'avance un soutien, la direction et le comité du Parti ont recours au truc suivant : les délégués sont choisis par atelier ou par section. On convoque d'abord les ingénieurs et les techniciens à une réunion préalable au cours de laquelle le président du syndicat, d'un commun accord avec le comité du Parti et le chef de l'atelier ou de la section, explique la façon de bien «mener» les élections des délégués.

Puis les élections ont lieu par sections ou ateliers; comme le veut l'usage, le chef d'atelier ou de section «recommande» les personnes qui lui conviennent, c'est-à-dire qu'il inscrit leurs candidatures pour le vote; ceux-ci, en signe de reconnaissance, le proposent lui, et ses contre-maîtres; en outre, dans chaque section, on fait passer un des employés de l'entreprise en arguant de son autorité; pourtant les employés élisent également leurs propres délégués; mais les ouvriers, qui sont dix fois plus nombreux que les employés, ne soupçonnent même pas qu'en fin de compte, c'est pratiquement l'ensemble des ingénieurs et des techniciens qui se retrouvent à la conférence, c'est-à-dire des personnes qui ont peu à cœur les intérêts des ouvriers.

Les délégués ouvriers reçoivent de l'argent sans qu'ils aient à le rembourser; on leur organise des buffets, avec abondance de produits rares et de boissons alcoolisées.

S'installent à la présidence sans aucune invitation : la direction de l'entreprise, les représentants du Comité régional, du syndicat de la ville, le responsable du Parti; ce sont eux qui s'occupent de l'inscription des candidatures, c'est-à-dire qui inscrivent sur les bulletins les personnes qui leur conviennent.

On n'inscrit aucune autre candidature. C'est pourquoi les élections des membres du futur comité syndical sont réglées d'avance.

L'élection du président et la répartition des fonctions se fait autour d'une table chargée à craquer de nourriture et d'alcools achetés avec l'argent public, et au bruit de verres qui s'entrechoquent à l'occasion des toasts.

Les «représentants» des organisations de base élisent à leur tour les syndicats régionaux et ainsi de suite.

Dans le présent Appel, nous voulons, pour confirmer le bien-fondé de nos arguments, reproduire des faits racontés par la presse, tout en affirmant qu'il ne s'agit pas là d'«insuffisances» particulières, mais de la vie de tous les jours, de ce qui est devenu la règle.

Leninskoe Znamia, no 23, du 27 janvier 1978 - organe du Comité régional du PCUS et du Soviet des députés du peuple de la région de Moscou - a publié un article : «*Ils s'y sont faits*», dans la rubrique : «*Sur la trace des lettres angoissées*» :

«*Cela fait deux ans que la direction numéro 3 des Ponts et chaussées de Mojai est agitée par des lettres anonymes, dont le flot ininterrompu inonde les différentes organisations locales et régionales.*

Des signaux d'alarme analogues avaient déjà été tirés dans le passé...

Le 14 octobre 1977, ont eu lieu les élections syndicales. A la fin, les ouvriers sont allés au restaurant boire l'argent du syndicat...

B.F. Stepanov, directeur de l'entreprise : 'C'est une tradition très ancienne chez nous. Nous estimons qu'il vaut mieux boire collectivement que de se cacher dans un coin...'

N.I. Mirochnikov, président du comité syndical : 'Le comité régional du syndicat débloque des fonds spéciaux pour de telles rencontres'.

Dans *Troud*, du 20 janvier 1978, numéro 17, on trouve l'article suivant : «D'étranges bons de voyage», ville de Enakievo, région de Donetsk :

«L'intervention de l'abatteur A.L. Todoseitchouk à la tribune du congrès syndical, beaucoup la comprennent dans la mine. A.L. Todoseitchouk a violemment critiqué le président du comité de la mine, V.S. Sigarev, pour avoir toléré des violations de la législation du travail concernant la répartition de l'aide matérielle. Il a donné des exemples concrets : 'Ce sont les mêmes personnes, - a-t-il déclaré -, qui d'une année à l'autre bénéficient des traitements en sanatorium, ou en maison de repos, alors que E. Litvin et A. Melikhov, qui venaient de passer dans un centre médical pour ivrognes, ont reçu un bon de voyage'. Les dirigeants de la mine, le directeur général de l'Union «Ordjonikidzeougol», N.F. Semtchenko, le secrétaire de l'organisation du Parti, V.I. Gromov, ainsi que V.I. Kozlitchin, président du Comité régional d'Enakievo du syndicat des travailleurs de l'industrie minière qui se trouvaient à la tribune, firent comme s'ils n'entendaient rien. Bien plus, leur réaction fut pour le moins surprenante : A.L. Todoseitchouk était membre du comité syndical de la mine et avait été recommandé pour faire partie du nouveau comité. Mais quand vint le moment d'examiner la candidature de Todoseitchouk, la présidence ne la proposa pas. Il ne fut pas non plus inscrit sur la liste pour le vote à bulletins secrets, bien que la proposition en ait été faite par la salle.

Sigarev fut réélu président du comité syndical de la mine, bien que 59 des 163 délégués aient voté contre lui (selon les statuts, il faut 2/3 des voix - note des auteurs de l'Ap-

pel). Au vu et au su de tout le monde, Sigarev était protégé, malgré l'opinion de ceux qui avaient publiquement dénoncé son comportement.

... A.L. Todoseitchouk décida de se battre pour la vérité. Il envoya au Comité syndical régional de Donetsk et au Comité de la République du syndicat des travailleurs de l'industrie minière, des lettres signées avec tous ses titres de travailleur : abatteur, communiste, mineur d'honneur du pays, chevalier de l'Ordre du Drapeau rouge du travail; mais personne ne lui a répondu...

Sigarev contrefait des signatures, vend des bons de voyage à une certaine E.A. Sotnikova, qui n'a rien à voir avec la mine; a chassé de son bureau, (alors qu'elle venait le voir pour des raisons de service) la bibliothécaire en chef, N.I. Kouzmenko; a refusé de répondre aux demandes officielles du procureur de la ville. Dans le court laps de temps qui a suivi sa réélection, différents subordonnés de Sigarev ont envoyé des plaintes à diverses instances. Dans chacune, il est question de son comportement scandaleux à l'égard de ses collaborateurs. Pour cela, les gens sont licenciés, 'à leur propre demande'.

Dans nos précédentes lettres ouvertes, nous écrivions : «Il y en a des milliers comme nous».

Et nous n'avons pas exagéré. Nous sommes persuadés qu'un ouvrier ou un employé sur dix peut venir gonfler nos rangs.

Mais revenons à la presse : *Pravda*, du 21 janvier 1978, numéro 21, publiait dans son article «On a manqué de persévérance» :

«Dans l'entreprise, il y a mille travailleurs (il s'agit de l'usine 1126 de Petrozavod). L'année passée, on a licencié un tiers des travailleurs...»

Dans l'article de Vetchernaia Moskva, du 21 janvier 1978, numéro 18, «Un thème difficile» (Il s'agit de construction et de réparation de wagons de Sokolniki, à Moscou), nous lisons :

«Nous attribuons une grande attention au travail avec les cadres. Mais quel résultat ? Le bilan n'est pas à notre avantage : 24 personnes ont été licenciées, 15 ont été recrutées...»

Dans *Leninskoe Znamia*, du 25 janvier 1978, numéro 25 :

«Au cours des trois dernières années, 262 travailleurs ont quitté l'union industrielle. De fait, deux sur trois parmi eux ont été licenciés...»

Dans *Pravda*, du 29 mars 1976, numéro 89, dans l'article, «Si un conflit du travail a surgi...» :



Brejnev en visite chez les ouvriers de la voie ferrée Baikal-Amour

«La législation de la République soviétique d'Arménie prévoit, en particulier, une sanction pour un cas de non respect de la loi comme l'annulation d'un contrat de travail d'un travailleur exerçant des fonctions de direction, ou son changement de poste; toutefois, nous ne connaissons pas de cas où une organisation syndicale aurait utilisé ce droit. Pourtant il existe des cas relevant de cette sanction...»

Dans cet article, on trouve plus d'une dizaine de cas d'ouvriers ou d'employés licenciés, sans qu'aucun d'entre eux ait reçu l'aide des syndicats.

Voilà ce qui se passe dans une importante usine métallurgique de Enakievo, région de Donetsk, où travaillent plus de 15 000 ouvriers. A qui leur sort est-il confié ?

Dans l'éditorial de la Pravda, du 7 janvier 1978, numéro 7, intitulé «L'efficacité de la critique», on peut lire :

«Le directeur de l'usine métallurgique de Enakievo, J.T. Tchernet, était à ce point furieux à cause d'une critique parue dans le journal local, qu'au début d'une conférence, il lança cet ultimatum : 'C'est elle ou c'est moi'. Et il obtint ce qu'il cherchait : la conférence ne s'est ouverte qu'après qu'«elle» - la correspondante du journal - ait quitté la salle...»

Qu'écrit la Pravda sur les meilleurs parmi les meilleurs, c'est-à-dire les communistes ? Dans son numéro 21, du 21 janvier 1978 :

«Dans l'entreprise qui compte mille ouvriers, il y a 75 communistes. Le secrétaire du Parti, A. Minikovitch, a commis une telle faute (???), que les communistes ont dû élire un nouveau secrétaire : A. Oulianov. Les communistes espéraient qu'il remplirait ses fonctions comme il convient. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé : il manquait à la fois de caractère et d'expérience. Il a fallu exclure du bureau deux personnes, K. Asanov pour ivrognerie et V. Ouchanov pour avoir violé la discipline financière... Et c'est alors que 49 communistes ont écrit à la «Pravda» : 'La note n'a pas été discutée dans les brigades. On ne voit aucun changement substantiel dans l'entreprise'...».

Tout notre pays est rongé par la pourriture du bureaucratisme. Nous et nos camarades de malheur en

sommes le témoignage. Nous sommes déjà plus de deux cents, nous avons travaillé dans différentes entreprises et nous venons de plus de 150 villes ou régions du pays.

Nous ne sommes qu'une partie infime de ceux qui chaque jour remplissent les Accueils des instances centrales.

Nous demandons à l'Organisation Internationale du Travail et aux syndicats occidentaux de reconnaître notre syndicat libre de travailleurs et de nous apporter leur aide morale et matérielle.

Avec respect : les membres du nouveau syndicat indépendant des travailleurs d'URSS :

1. KLEBANOV V.A.
2. OGANESIAN Ch.A.
3. POPLAVSKY V.T.
4. TCHETVIROKOVA V.V.
5. LOUTCHKOV V.F.
6. FOUFAEVA A.S.
7. GOUREV M.E.
8. MANAKOVA T.M.
9. OVTCHINIKOVA A.D.
10. OVTCHINIKOVA D.D.
11. IVANOV N.P.
12. MELENTEV M.L.
13. KOUTCHERENKO V.I.
14. KACHAPOVA V.G.
15. KATEGORENKO T.A.
16. IZVEKOVA V.N.
17. KOZLOVA K.A.
18. TRAVKINA V.L.
19. CHORBATOV I.A.
20. MATIOUCHEVA M.S.
21. IANKOV G.T.
22. MELENTEVA M.S.
23. DVORETSKAIA M.I.
24. GAIDAR N.I.
25. KLEBANOVA Z.T.
26. KRAVTCHENKO T.I.
27. FAIZIN R.A.
28. KOURAKINA N.V.
29. BAKHEROVA N.A.
30. NIKOLAEV E.B.
31. ZAOTCHNAIA T.K.
32. BARTCHOUGOV A.P.
33. IGNATEVA G.I.
34. MIKHAILOVA A.G.
35. CHESTAKOV F.I.
36. POZNIAKOV F.I.
37. PELEKH V.A.
38. TSVYRKO G.A.
39. KOSYREV Z.A.
40. VALEDO L.A.
41. DJAFORAV Ch.M.
42. KRIOUTCHKOV N.N.
43. REZNITCHENKO P.F.

Nous vous demandons de nous écrire aux adresses suivantes :

1. 103009 Moscou k-9. Poste restante. Klebanov Vladimir Alexandrovitch
2. 103009 Moscou k-9. Poste restante. Oganessian Chagen Akopovitch
3. Région de Moscou. Klimovsk-3, rue Simferopolskaia, 25, App. 114. Poplavsky Valentin Tikhonovitch

A ne pas oublier : les agents du KGB vérifient les lettres et, parfois, les détruisent.

Moscou
Le 1er février 1978



France

PCF : Des divergences tous azimuts

*A la base, dans les cellules,
dans les assemblées de section, la discussion s'anime.
Les rapports « officiels » sont violemment contestés,
souvent dans la confusion, mais toujours
avec une grande écoute des militantes et militants.*

Pierre JULIEN

Il ne se passe plus un jour, désormais, sans que des militants du Parti communiste français prennent ouvertement position, dans la presse écrite ou à la radio-télévision, contre la politique de leur direction. Contraint de s'expliquer en dehors des organes du Parti, le Bureau politique ayant refusé, jusqu'à présent, l'ouverture de «tribunes de discussion», le «mouvement critique» apparaît plus profond que lors de précédentes crises internes, comme en 1956 par exemple.

Certes, ce sont les intellectuels qui sont encore, le plus souvent, au premier rang de la contestation. Mais, d'une part, la discussion traverse l'ensemble des cellules du Parti, remontant jusqu'aux comités de section et aboutissant, dans de nombreux cas, à des motions critiques. D'autre part, et c'est un fait extrêmement important, une partie de l'appareil commence à «bouger». Les équipes de rédaction de *France Nouvelle*, l'hebdomadaire central du PCF, et de *La Nouvelle Critique*, le mensuel théorique et culturel, sont acquises aux «contestataires» et publient des numéros «à côté» de la ligne officielle. On a même vu le directeur commercial des «Editions sociales» - les éditions du Parti - prendre publiquement position contre certains aspects de la campagne électorale.

Manifestement, le débat traverse également les plus hautes sphères de la direction. Diverses rumeurs circulent aujourd'hui sur des votes contradictoires qui auraient eu lieu

au sein du Bureau politique. Quel que soit leur bien-fondé, il est certain, en tout cas, que le «tournant» assumé il y a six mois - la rupture avec les socialistes - résultait d'un certain équilibre des forces du groupe dirigeant et que cet équilibre va tendre à se modifier, après l'échec des législatives.

Fondamentalement, face à la croissance électorale ininterrompue du Parti socialiste et à l'influence grandissante de la CFDT chez les travailleurs, la direction du PCF risquait, en allant au pouvoir sur la base de l'Union de la gauche telle qu'elle existait il y a un an, de se voir sérieusement contester son hégémonie dans la classe ouvrière. Le virage opéré lors de la négociation sur la réactualisation du Programme commun - un cours sectaire appuyé sur un langage «gauche» et «ouvriériste» - visait à se démarquer nettement du PS et à occuper un terrain sur lequel l'extrême-gauche avait marqué des points très importants lors des élections municipales de 1977. Au bout du compte, il devait permettre au PCF d'enrayer son effritement électoral, d'éviter une trop forte domination du PS dans la gauche, et de reconstruire un rapport de forces plus favorable face à l'échéance gouvernementale.

Ce changement de ligne, soudain, brusque, a provoqué une certaine satisfaction chez les militants, notamment dans les cellules d'entreprise où domine le sentiment «anti-socialos». Mais il n'a pas vraiment été compris par la base, dont les

deux tiers ont adhéré au Parti depuis 1968, sur la base de l'Union de la gauche; ce qui a provoqué, déjà, un premier mouvement de mécontentement.

LA PREMIERE VAGUE CRITIQUE

Dès le 4 novembre 1977, Gérard Molina, ancien secrétaire général de l'UEC entre 1969 et 1972, publiait une tribune dans le quotidien *Le Monde*, tribune qui ne fut d'ailleurs jamais commentée par *L'Humanité*. Il y dénonçait le passage d'une conception opportuniste de l'union - «l'union sans combat» - à une conception sectaire - «le combat sans union». Puis, l'hebdomadaire *Politique Hebdo* se faisait l'écho de plusieurs textes de militants se définissant comme «oppositionnels». De nombreuses prises de position se firent jour, par ce canal, au moment de la Conférence nationale qui eut lieu début janvier.

Certains de ces textes optaient nettement pour une «critique de gauche». Critiquant l'abandon de la dictature du prolétariat, lors du XXIIe Congrès, en février 1976, et le tournant sur la force de frappe, ils mettaient en cause la politique droitière de la direction, dont le sectarisme de la campagne électorale n'était qu'un revers. Dans l'un d'entre eux, on pouvait lire notamment : «La seule façon de développer aujourd'hui l'Union de la gauche, de la transformer en véritable union populaire, c'est de créer des

comités d'unité populaire.» D'autres textes, plus confus, semblaient relever d'une critique «de droite» et mettaient en cause l'abandon de la stratégie d'union du peuple de France définie au XXIIe Congrès.

Toujours est-il que cette première vague critique n'atteignit pas la Conférence nationale où, dans la plus pure tradition stalinienne, aucune voix ne se fit entendre contre la direction. Ce qui permit à Georges Marchais d'ironiser sur les «prétendues oppositions». On notait, cependant, dans *France Nouvelle*, la publication d'un débat entre les journalistes de l'hebdomadaire et l'historien Jean Burles qui concluait à la nécessité d'une «démocratisation du centralisme démocratique».

Jusqu'aux élections législatives, la contestation se concentra dans la publication du livre de Gérard Molina, déjà cité, et d'Yves Vargas, un autre militant du Parti, intitulé : «Dialogue à l'intérieur du Parti communiste». Les deux militants du PCF y dénoncent la pratique à la fois opportuniste et sectaire de leur direction. Ces louvoiements, selon eux, sont liés au fait que le Parti, et les individus qui le dirigent, sont traversés par des sensibilités contradictoires «réformistes et révolutionnaires». S'ils se situent clairement dans une position critique «de gauche», ils refusent cependant tout débat en tendances, et prônent le dépassement des contradictions dans un sens «léniniste».

Outre ce livre, que *L'humanité* ne critiqua pas non plus, le philosophe Georges Labica, membre du comité fédéral des Hauts-de-Seine, prit ouvertement position, dans *Politique Hebdo*, pour le désistement au second tour. A quelques semaines du scrutin, en réalité, un malaise diffus envahissait la plupart des militants. Si certains étaient convaincus des responsabilités du PS dans la «désunion de la gauche», si tous avaient mené la bataille contre le danger «social-démocrate», de plus en plus nombreux étaient ceux qui ne comprenaient pas que le Bureau politique n'annonce pas le désistement du Parti pour les socialistes au second tour, en prenant ainsi le risque de désorienter les électeurs et de mettre en cause une victoire qui apparaissait certaine.

L'accord du 13 mars, au lendemain du premier tour, qui prévoyait le désistement automatique au sein de l'Union de la gauche, ne les rassura guère pour autant. D'une part, on leur expliquait qu'il s'agissait d'un «bon accord», alors que, hormis le salaire minimum fixé à 2400 francs, il reprenait très exactement la base minimum sur laquelle le PCF et le PS étaient tombés d'accord avant la rupture, six mois plus tôt. D'autre part, ils avaient l'impression que le désistement n'était qu'un moyen d'éviter, à n'importe quel prix finalement, l'effritement du groupe parlementaire communiste, après un premier tour qui annonçait une défaite quasi certaine pour la gauche. Le deuxième tour, bien entendu, confirma ces craintes.

LE BILAN DE LA POLITIQUE DE LA DIRECTION

Quel était, finalement, le bilan de la ligne suivie depuis six mois ? Certes, le PS était freiné dans son ascension et le rapport de forces électoral avec le PCF ne lui donnait qu'une petite avance. Mais à quel prix ! Le score des candidats communistes au premier tour était en deçà du score des élections de 1973 (20,5% au lieu de 21,5%). Et la progression du nombre de députés, lié à un relativement bon report des voix socialistes, ne masquait pas la défaite sans rémission enregistrée par la gauche.

Le Bureau politique publiait immédiatement un communiqué d'autosatisfaction en expliquant que «c'était la faute des socialistes», que «le Parti n'avait aucune responsabilité dans la situation» et qu'il fallait poursuivre sur la voie fixée par le XXIIe Congrès. Une semaine plus tard, devant les secrétaires fédéraux, Charles Fiterman reprenait à peu près la même idée à deux nuances près : il utilisait une argumentation plus alambiquée sur l'accord du 13 mars, histoire de désamorcer les critiques, et insistait lourdement sur la nécessité d'approfondir les choix du XXIIe Congrès. Mais plusieurs rumeurs de presse laissaient entendre qu'un retournement était en train de s'opérer au Bureau politique et que, face au désastre électoral, les partisans d'une accélération du processus de social-démocratisation reprenaient le dessus.

LA DEUXIEME VAGUE CRITIQUE

Celle-ci, dans un premier temps, choisit d'ignorer le vaste débat qui s'enclenche. Georges Marchais prétend que les «contestataires» sont les mêmes que ceux qui refusaient l'abandon de la notion de dictature du prolétariat, lors du XXIIe Congrès. Ce qui est notoirement faux à un moment où, au contraire, la plupart des intellectuels reprochent aux dirigeants d'avoir «mal appliqué» les choix du XXIIe Congrès. Le secrétaire général du PCF ajoute, cependant, qu'aucun militant ne sera exclu pour avoir émis des réserves sur la ligne du Parti dans la presse non communiste.

Puis, dans un deuxième temps, qui correspond vraisemblablement à un seuil dans l'évolution du rapport des forces au sein du Bureau politique, la direction multiplie les déclarations pour expliquer que c'est elle qui est à l'initiative du «vaste débat démocratique» dans les cellules. La question de l'ouverture d'une tribune de discussion est remise à plus tard, mais son principe n'est pas condamné. Ce qui laisse la porte ouverte au Comité central pour désamorcer, lors de sa prochaine session, l'un des principaux points d'attaque du «mouvement critique».

Enfin, dernier épisode, Jean Elieinstein, l'historien connu pour jouer un rôle de «poisson-pilote» d'une partie de la direction, entre dans le concert de la contestation. En trois articles publiés par *Le Monde*, il fait un plaidoyer en bonne et due forme pour une «eurocommunisation» accélérée du PCF : il démonte l'argumentation du Bureau politique sur le bilan des élections ; il déclare que l'Union soviétique est un «anti-modèle» ; il s'interroge sur la validité du qualificatif de «communiste» ; il remet en cause certains aspects essentiels du léninisme ; il exige une plus grande démocratisation du parti ; il prône l'abandon de tout «ouvriérisme» au profit d'une politique de larges alliances. Son point de vue, à l'évidence, reflète celui de certains membres du groupe dirigeant et préfigure ce que sera la ligne du Parti dans quelques mois.

■ 50 ANS DE FIDÉLITÉ A LA CLASSE OUVRIÈRE
AU PEUPLE ET A LA NATION

1970

50 ANS DE FIDÉLITÉ
AU LÉNINISME



D'autant que l'essentiel de la contestation qui se faisait jour, au lendemain des élections, poussait dans ce sens. Le traumatisme du 19 mars n'a pas tardé à produire ses effets. Le premier à prendre la parole fut Jean Rony, journaliste à *France Nouvelle*, qui écrivait dans le quotidien *Le Monde* : « *Le problème, c'est que nous n'avons pas été entendus par les masses. Et, de ce problème-là, on ne se débarrassera pas en se contentant de dire que nous ne portons aucune responsabilité* ». Dès lors, les prises de position d'intellectuels se multiplient dans différentes publications. Toutes revendiquent une « démocratisation » de la discussion et estiment que la responsabilité de la direction est de n'avoir pas réellement mis en pratique les choix du XXIIe Congrès. « L'ouvriérisme » de la campagne électorale, notamment, est sévèrement jugé.

Cette fronde culmine avec la publication, dans *Le Monde*, d'une déclaration que *L'Humanité* a refusé de publier, et qui est signée par six

intellectuels de renom, parmi lesquels Louis Althusser et Etienne Balibar. Outre l'ouverture d'une tribune de discussion dans les organes de presse du Parti, immédiatement après le Comité central des 26 et 27 avril, ils réclament la préparation « démocratique » d'un XXIIIe Congrès « extraordinaire », prévu normalement pour janvier 1979.

A la base, dans les cellules, dans les assemblées de section, la discussion s'anime. Les rapports « officiels » sont violemment contestés, souvent dans la confusion, mais toujours avec une grande écoute des militant(e)s. Dans quelques fédérations, comme à Paris, la presse locale, en l'occurrence l'hebdomadaire fédéral, se fait l'écho des interrogations ou des contestations, alors que *L'Humanité* fait le black-out sur le point de vue des « oppositionnels » et se contente de publier, jour après jour, des articles de membres du Bureau politique et des interviews de secrétaires fédéraux justifiant la ligne et le point de vue de la direction.

LA MANOEUVRE DE LA DIRECTION

La direction, ou du moins la majorité qui s'y dessine, va tenter, en effet de redresser la situation en deux temps. Premièrement, lors du Comité central, elle justifierait l'essentiel de la politique du PCF depuis un an, tout en acceptant quelques autocritiques partielles sur certains aspects de la campagne; de plus, elle pourrait ouvrir officiellement la discussion préparatoire au XXIIIe Congrès, afin de désamorcer les critiques d'ordre « démocratique ». Deuxièmement, elle s'attacherait à isoler le courant « gauche » qui est apparu dans le Parti, en avançant au contraire sur la voie de la « social-démocratisation » que Jean Elleinstein appelle ouvertement de ses vœux.

Naturellement, elle se démarquerait de l'historien communiste, dans un débat public où s'affronteraient les partisans de la dictature du prolétariat face aux partisans de l'aban-

don pur et simple du léninisme. Cela conforterait son image bonapartiste aux yeux des militants et permettrait de conduire, en douceur, une étape de plus dans l'«italianisation» du Parti; étape qui serait sanctionnée lors du XXIIIe Congrès.

Dans l'état actuel des choses, il y a deux débats qui vont se croiser. L'un, voulu par l'aile gauche du Parti, porte sur le passé. Les dirigeants n'en veulent pas et isoleront de toutes leurs forces les militants regroupés autour de Louis Althusser ou se réclamant du livre de Gérard Molina et Yves Vargas. Ce courant critique «de gauche», cependant, est encore très minoritaire dans le Parti et ne semble pas devoir peser sur l'appareil dans les prochains mois, à moins d'un développement significatif des luttes de classe qui accélérerait les processus de décanation au sein du PCF.

L'autre débat, voulu par une partie significative - et sans doute majoritaire - de l'appareil, porte sur

l'avenir. Les membres du Bureau politique, convaincus que la seule voie à suivre est celle amorcée lors du XXIIe Congrès, vont s'efforcer de «récupérer» la grogne des intellectuels pour expliquer que l'application du XXIIe Congrès n'a pas été parfaite, qu'il faut aller plus loin et approfondir la stratégie d'union du peuple de France. Georges Marchais n'a-t-il pas déjà repris à son compte la formule de Jean Elleinstein : *«Le Parti ne souffre pas de trop de XXIIe Congrès, mais de pas assez de XXIIe Congrès»* ? Il est certain, de plus, que la très grande majorité des militants actuels, éduquée sur une base unitaire et électoraliste, appuiera une telle démarche.

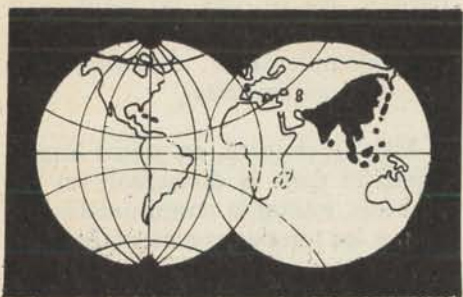
Il reste que pour la mettre en route, la direction devra céder quelques miettes sur la démocratie des débats, le mode d'élection des délégués au Congrès, voire accepter que le XXIIIe Congrès ne soit pas «unanime». C'est là une faille décisive dans le monolithisme stalinien

qui facilitera l'éclosion des débats à l'avenir. En ce sens, les révolutionnaires ont tout intérêt à soutenir les revendications démocratiques des «oppositionnels».

Mais ils doivent, en même temps, s'inscrire dans la discussion en posant aux militants communistes critiques les questions-clés sur la nature de leur parti : bilan de la lutte contre le plan d'austérité; bilan de la division entretenue à la veille des élections; moyens de l'unité; perspectives d'une voie «graduelle, pacifique et démocratique» vers le socialisme, etc; en mettant en œuvre une claire démarche pour l'unité des travailleurs face à la politique des directions réformistes; un maximum d'unité d'action dans la lutte contre l'austérité maintenue; un maximum de débats sur les moyens du socialisme : tels sont les deux jambes sur lesquelles marcheront les révolutionnaires pour intervenir, à leur façon, dans la crise qui secoue le PCF et dans celle qui, à moyen terme, ne manquera pas de secouer, également, le Parti socialiste.



Roland Leroy, Louis Aragon



Sri Lanka

L'offensive antisyndicale

Il est vital que s'organise la solidarité internationale avec la lutte du mouvement syndical de Sri Lanka pour défendre ses libertés et droits fondamentaux.

Le gouvernement réactionnaire de Sri Lanka, qui dispose d'une écrasante majorité parlementaire depuis les dernières élections législatives, a déclenché une vaste offensive contre les droits syndicaux fondamentaux. Deux semaines seulement après les élections de juillet 1977, il avait publié une déclaration qui précisait son intention de «restructurer» le mouvement syndical existant et de placer tous les syndicats sous le contrôle de l'Etat (voir *Inprecor* no 12, 13 et 17, nouvelle série). Cette offensive fait partie d'un plan plus général, tendant à faciliter une large ouverture de l'économie ceylanaise aux capitaux impérialistes (notamment par le truchement de «zones de libre-échange» établies sur le territoire de l'île, à l'image de ce qui est déjà pratiqué en Corée du Sud, à Singapour et dans d'autres pays asiatiques). Il cherche également à créer un régime autoritaire répressif (une nouvelle constitution du type présidentielle a déjà été imposée au pays). «Redresser l'économie ceylanaise» en mettant les travailleurs à la portion congrue et en les réprimant, voilà l'orientation générale du gouvernement de l'UNP (1).

Quatre ministres avaient été désignés pour élaborer un projet de loi dans ce sens. Les résultats de leurs travaux - auxquels se sont ajoutés les efforts de divers conseillers - se

sont cristallisés dans un «Livre blanc» publié en janvier 1978 par le ministère du Travail.

Le «Livre blanc» contient des propositions qui incluent notamment l'élimination de fait du droit de grève et le droit accordé aux patrons de licenciement comme bon leur semble les salariés. Ces propositions sont appuyées par des mesures coercitives contre des individus, des groupes de travailleurs et des organisations syndicales qui s'y opposeraient, mesures incluant des licenciements automatiques, des amendes et même des peines de prison.

Le mouvement syndical de Sri Lanka, qui regroupe un ensemble de plus de 1,5 million de syndiqués, a répondu à cette offensive en formant un front unique de 16 organisations, rassemblant tous les syndicats importants de l'île à l'exception de ceux qui sont contrôlés par l'UNP. Des marxistes révolutionnaires ont joué un rôle non négligeable dans la constitution de ce front unique, par suite des fonctions dirigeantes qu'ils occupent au sein de la Ceylon Mercantile Union (CMU - Syndicat des employés du commerce).

Il faut ajouter que l'offensive antisyndicale s'est prolongée ces derniers jours par une offensive contre les étudiants et par la fermeture d'une des principales universités du pays.

Le 10 mars 1978, treize des seize organisations syndicales représentées au sein du front unique, ont publié une déclaration commune, rejetant et dénonçant le «Livre blanc» pour son caractère antisyndical. Pendant une quinzaine de jours, des piquets massifs de protestation des syndiqués ont manifesté en de nombreux endroits pour appuyer cette protestation. Il s'agit de la première manifestation de militantisme ouvrier unitaire dans l'île, depuis que la désastreuse participation gouvernementale du LSSP (2) et du PC dans un cabinet de coalition avec le parti bourgeois SLFP (3) avait brisé l'élan unitaire puissant de la classe ouvrière ceylanaise au milieu des années 1960.

Il est vital que la solidarité internationale s'organise avec cette lutte du mouvement syndical de Sri Lanka pour défendre ses libertés et droits fondamentaux. Déjà le SOHYO (Conseil général des syndicats du Japon) a publié une déclaration, au nom de ses 4,7 millions de membres, s'opposant au «Livre blanc». En octobre 1977, la Fédération internationale des syndicats des travailleurs de l'alimentation et des professions connexes, représentant 2,2 millions de syndiqués dans 61 pays différents, avait, elle aussi, publié une protestation analogue et avait appelé tous les syndicats affiliés à agir de même.

1) UNP : United National Party, (Parti de l'Unité nationale), est le parti conservateur vainqueur aux dernières élections du 21 juillet 1977.

2) LSSP : Lanka Sama Samaja Party (Parti de l'égalité), ex-parti trotskyste.

3) SLFP : Sri Lanka Freedom Party (Parti de la liberté), éliminé du gouvernement aux dernières élections du 21 juillet 1977.

En Grande-Bretagne, l'Institut du contrôle ouvrier - qui regroupe d'importants secteurs du mouvement syndical - a exprimé son opposition à l'orientation antisyndicale du gouvernement de Sri Lanka et s'est engagé à organiser des activités de solidarité avec les syndicats ceylanais.

Nous publions ci-joint deux documents clé concernant ce combat du Sri Lanka : la déclaration syndicale commune sur le « Livre blanc »

du 10 mars 1978, et le texte d'une résolution adoptée par une assemblée générale du CMU qui, malgré une pluie battante, a réuni plus de 3000 personnes en plein air à Colombo, le 12 mars 1978.

La déclaration syndicale commune explique en détail le caractère pernicieux des propositions du gouvernement de l'UNP. La résolution du CMU autorise la direction de ce syndicat à prendre toutes

les mesures adéquates afin d'organiser la résistance contre ces propositions «jusques et y compris la grève générale».

Nous appelons tous nos lecteurs à diffuser largement ces deux documents dans le mouvement ouvrier de tous les pays, et à prendre toutes les mesures en vue d'organiser le plus large mouvement de solidarité international avec nos frères et nos sœurs de classe au Sri Lanka qui se battent pour défendre leurs droits syndicaux élémentaires.



Le meeting du 8 mars 1978, à Colombo sous la pluie. Au micro, Bala Tampoe, dirigeant du CMU.

TRACT DU SYNDICAT DES EMPLOYES DU COMMERCE DE CEYLAN (CMU)

Résolution adoptée à l'unanimité lors de l'assemblée générale des membres du syndicat, le 1er mars 1978.

L'assemblée générale des adhérents du Syndicat des employés du commerce, qui s'est tenue à Hyde Park, Colombo, le 1er mars 1978 :

Approuve : La décision du Conseil général du syndicat du 15 février 1978 de dénoncer le projet de loi préparé par la sous-commission gouvernementale et publié le 31 janvier 1978 par le ministère du Travail, comme «Livre

blanc» sur les relations du travail, qui vise à mettre fin aux droits des travailleurs de négocier et de conclure des contrats collectifs avec les employeurs, de faire grève ou d'utiliser d'autres formes d'action collective, au travers de leurs syndicats, ou autrement, et de vouloir soumettre totalement les travailleurs à la dictature des patrons dans l'intérêt du capital national et étranger.

Confirme : la décision du Conseil général
- de s'opposer aux propositions anti-ouvrières contenues dans

le «Livre blanc», par tous les moyens possibles, y compris la grève générale;

- de s'unir à d'autres secteurs de la classe ouvrière qui seraient également prêts à lutter;
- d'appeler au soutien des organisations internationales de la classe ouvrière et des organisations de travailleurs des autres pays.

Décide : que le Conseil général et le Comité exécutif du syndicat prendront toutes mesures en ce sens.

le 1er mars 1978.

DECLARATION SYNDICALE COMMUNE
sur le « Livre blanc » sur les relations du travail

Les organisations syndicales signataires ont examiné le projet de loi préparé par une sous-commission gouvernementale et publié sous le titre de « Livre blanc » sur les relations du travail par le ministère du Travail, le 31 janvier 1978, et le rejettent totalement.

Nous sommes unanimement d'accord pour considérer que, outre ses autres aspects criticables, ce projet de loi vise à :

1. Supprimer le droit fondamental de grève pour les travailleurs du Sri Lanka :

- a) en rendant illégale toute grève dans un service que le Président peut déclarer « service essentiel », à tout moment, avant ou après le commencement d'une grève dans ce service, même simplement par un avis publié dans la presse;
- b) en établissant une procédure obligatoire pour le règlement des conflits du travail dans toutes les entreprises où de soi-disant Comités d'employés peuvent être institués sur les ordres du ministère du Travail; et en rendant illégale la grève des travailleurs tant que dure cette procédure et même après sa clôture, sans égard aux objections que les travailleurs peuvent avoir sur la manière dont s'effectue un tel règlement, ou sur ses délais d'application, ou sur le règlement final de tels conflits, que ce soit par un arrangement entre les soi-disant comités d'employés et les patrons, ou que ce soit par ce qu'on appelle les comités de conciliation qui doivent être mis en place;
- c) en rendant illégal le fait de faire la grève dans une entreprise lorsque le conflit en cours a été confié à un arbitre ou à une jurisprudence du travail, même si c'est sans le consentement des travailleurs, ou dans le but de parvenir à la remise en cause de l'un des termes ou des conditions d'un accord ou règlement collectif, ou d'une ordonnance d'un tribunal du travail, ou de la décision d'un arbitre ou d'un tribunal industriel, selon les stipulations de la loi sur les conflits industriels;
- d) en déclarant comme illégal pour les travailleurs d'entreprendre une grève sans notification écrite de leur part ou de celle du syndicat de leurs intentions, vingt-et-un jours au moins et trente jours au plus avant le commencement de l'action;
- e) en rendant passible de renvoi immédiat tout salarié qui participe, aide ou encourage une grève éventuellement rendue illégale par une des procédures sus-mentionnées sous le prétexte qu'il est susceptible d'avoir, de ce fait, abandonné son poste et en rendant tout travailleur et tout dirigeant syndical qui conduit ou encourage une telle grève passible de poursuite et de sanction par emprisonnement et/ou amende.

2. A priver les travailleurs du Sri Lanka du droit de traiter ou de négocier collectivement avec les employeurs par l'intermédiaire de leurs syndicats, dans toutes les entreprises où le ministère du Travail décide d'établir les Conseils d'employés truqués mentionnés ci-dessus, sur lesquels les salariés n'auront aucun contrôle.

3. A autoriser un patron à se débarrasser de tout employé, sans égard à ses états de service, sans donner aucune raison pour ce faire et sans que ce travailleur ait droit à aucune réparation, dans le seul but d'exercer des représailles ou pour toute autre raison, en payant purement et simplement les compensations limitées obligatoires en pareil cas.

4. A priver les travailleurs de leurs droits légaux existants à recevoir indemnité ou réparation, y compris la réintégration, en cas de licenciement abusif, en décrétant que la décision arbitraire d'un patron de licencier un employé sur la base des constatations d'une soi-disant enquête interne, établie par le patron, est inattaquable devant un tribunal du travail ou un juge-arbitre désigné dans le cadre de la loi sur les conflits du travail.

5. A donner la possibilité aux employeurs de punir par le licenciement ou d'une autre manière, tous ou seulement certains travailleurs à cause de leur participation à un arrêt de travail ou à une réduction de la « productivité normale » du travail dans une entreprise, en vertu d'une action coordonnée, et en déclarant toute action concertée de ce type, illégale en toute circonstance.

Dans ces conditions, nous déclarons que le véritable dessein de ce projet de loi est d'empêcher les travailleurs de Sri Lanka d'exercer leurs droits fondamentaux et de les priver de toute sécurité d'emploi pour rendre leur exploitation encore plus impitoyable dans l'intérêt du capital national et étranger.

Nous déclarons, en outre, que nous nous opposons à toute suppression ou restriction des droits existants des travailleurs ceylanais, à savoir :

- 1. Le droit de négocier collectivement ou de conclure des contrats collectifs avec un patron ou un groupe de patrons;
- 2. de se battre pour pouvoir faire grève ou employer toute autre forme d'action collective pour assurer leurs intérêts, à leur convenance;
- 3. de s'engager dans des activités syndicales, y compris des piquets de grève et la participation à des réunions impliquant des arrêts de travail;

4. De recourir aux tribunaux et aux juges pour obtenir réparation, y compris la réintégration, contre un licenciement arbitraire.

Signatures :

A.T. Navaoratne, Président du Syndicat des employés de banques de Ceylan;

Batty Weerakoon, Secrétaire général de la Fédération du travail ceylanaise;

L.W. Panditha, Secrétaire général de la Fédération ceylanaise des syndicats;

P.B. Tampoe, Secrétaire général du Syndicat ceylanais des employés du commerce;

N. Sanmugathasan, Secrétaire général de la Fédération ceylanaise des syndicats;

H.N. Fernando, Président du Syndicat des enseignants ceylanais;

G.E.H. Perera, Président de la Fédération des syndicats de fonctionnaires;

J.A.K. Perera, Président de la Fédération des syndicats des services publics;

H.M. Wilbert, Président du Samastha Lanka Rajaye Lipikara Sangamaya;

T.U. de Silva, Secrétaire-adjoint de la Fédération des syndicats de fonctionnaires de Sri Lanka;

Alavi Mowlana, Co-secrétaire de la Fédération des syndicats indépendants de Sri Lanka;

Gunaratne Banda, Secrétaire général du Sri Lanka Jathica Guru Sangamaya;

H. Ratnapala, Secrétaire adjoint de la Fédération des syndicats des services techniques.

Colombo

le 10 mars 1978

JAPON

Message de solidarité
du Secrétariat unifié
de la IVE Internationale

La IVE Internationale salue la lutte de la Ligue unie Sanrizuka-Shiboyama contre l'aéroport de Narita et de tout le mouvement d'opposition à l'ouverture de l'aéroport dans cette localité.

Ce combat fait partie de la lutte de masse qui s'étend dans de nombreux pays contre les dangers croissants que le capitalisme a fait naître contre l'environnement humain. Au Japon, déjà victime de la première bombe atomique et du scandale de Minamata, les masses sont particulièrement sensibles à ces dangers. En tant que marxistes-révolutionnaires, nous pensons que des mobilisations de masse contre de tels crimes perpétrés par le capitalisme doivent recevoir un soutien inconditionnel. Nous nous efforçons d'être les meilleurs constructeurs de telles mobilisations. Nous appelons les organisations ouvrières de tous les pays à exprimer activement leur solidarité avec la lutte des paysans et de leurs alliés contre l'aéroport de Narita.



Les paysans de Sanrizuka manifestent contre l'ouverture de l'aéroport.



Québec

Le Parti québécois serre la vis aux travailleurs

La « souveraineté-association », à laquelle aspire le gouvernement du PQ, suppose le « consensus national » et la « paix sociale ».

Face au mouvement ouvrier, Levesque veut démontrer à l'impérialisme qu'il dirige un gouvernement capitaliste responsable.

Christian CORBIERE

● La situation économique du Québec est bien pire que celle du Canada dans son ensemble. Le taux de chômage officiellement déclaré est de 8,5% pour le pays tout entier. La différence entre la moyenne canadienne et la moyenne québécoise, qui était habituellement de 1,7 ou 1,8%, est ainsi passée à 3%. Le Québec n'a bénéficié en rien de la faible reprise économique qu'a connue le Canada.

Dans ces conditions économiques, le gouvernement de René Levesque, formé par le Parti québécois (PQ) à la suite de la victoire aux élections provinciales du 15 novembre 1976, ne dispose que d'une marge de manœuvre extrêmement limitée. Démuni de tout programme face à la détérioration de la situation, le PQ est contraint d'opérer dans le cadre du plan d'austérité élaboré par Ottawa. Il ne peut même pas prétendre réaliser ses modestes projets de réformes, sans parler de satisfaire les revendications du mouvement ouvrier. Le PQ a de plus en plus de mal à éviter des confrontations avec la classe ouvrière.

René Levesque poursuit avec zèle la tâche entamée par son prédécesseur, Bourassa. Le gouvernement péquiste ampute les crédits des services sociaux; faute de fonds, Parizeau, le ministre des Finances du Québec, a remis à plus tard la réa-

lisation du programme de travaux publics, qui servait jusqu'ici à absorber le chômage de la province.

En fait, le PQ a suivi une stricte politique de réduction des emprunts et de la dette gouvernementale. La réalisation de son objectif - la « souveraineté-association » - suppose des « finances publiques saines » : ainsi il pourra démontrer qu'il est un gouvernement capitaliste responsable et qu'il maintient la capacité commerciale d'un Québec « souverain ».

La politique d'investissement du gouvernement Levesque est consacrée à la consolidation de l'économie québécoise. Le ministre des Ressources naturelles est en train de planifier, avec les plus importantes entreprises de pâte à papier, un vaste projet de modernisation afin de rendre l'industrie québécoise du papier compétitive sur les marchés internationaux. Entre autres choses, ce plan vise à éliminer toutes les usines non rentables. La fermeture de l'usine de Wayagamack au Cap de la Madeleine n'en est qu'un avant-goût.

D'autres secteurs traditionnels, comme le textile, la chaussure et l'ameublement, sont désormais en voie d'extinction, car les entreprises y sont de petite taille et souvent archaïques. L'année dernière, 55 000 des 100 000 travailleurs employés

dans ce secteur ont perdu leur emploi. L'élimination de ces usines a eu pour résultat de faire grimper le taux de chômage jusqu'à 20%, dans certaines régions du Québec. En guise de réponse, le PQ s'en est pris à Ottawa, exigeant du gouvernement fédéral qu'il applique des mesures protectionnistes.

LE TOURNANT À DROITE

Le PQ a commencé à tourner à droite avant d'arriver au gouvernement. Il avait déjà reculé sur sa plateforme économique et sur l'indépendance. Cependant, le programme du PQ contenait suffisamment de réformes sociales pour attirer la classe ouvrière et d'autres couches de la population. Installé au pouvoir, le gouvernement fit quelques concessions à la classe ouvrière : ajustement du salaire minimal, fin de toutes les poursuites légales lancées par le précédent gouvernement libéral contre les syndicats du secteur public rassemblés dans le Front commun, le retrait du Québec de la sphère d'application du programme « anti-inflation » du premier ministre fédéral, Pierre Trudeau.

Mais en quelques mois, sous l'impact de la crise économique et de la pression impérialiste, le gouvernement a adopté une orientation violemment anti-ouvrière. Le PQ a mis en place les éléments d'une vaste of-

fensive contre les travailleurs. Dans le secteur de la santé, les efforts du PQ pour «rationaliser» les dépenses publiques ont déjà abouti à la suppression de plus de 1000 emplois. En autorisant les administrations locales des hôpitaux à décider des licenciements, le gouvernement est parvenu à empêcher les travailleurs et les travailleuses de ce secteur d'organiser une mobilisation centralisée.

Le gouvernement Levesque cherche à faire revenir le système scolaire du Québec au temps de l'obscurantisme. Le «livre vert» du ministère de l'Éducation sanctionne le retour aux méthodes pédagogiques réactionnaires, dans les écoles primaires et secondaires. Dans les universités, une série de réformes partielles a pour but de doter l'administration de pouvoirs plus étendus et d'établir un contrôle plus strict sur le contenu de l'enseignement. Cette remise en ordre aboutira à une réduction des effectifs du personnel enseignant.

Mais c'est la commission Martin qui constitue la pièce maîtresse de l'offensive antisyndicale du PQ. Cette commission a été mise sur pied pour réexaminer les contrats du secteur public, qui expirent en juin 1979. La période de négociation des nouveaux contrats coïncidera probablement avec la campagne du PQ pour le référendum. C'est pourquoi le gouvernement Levesque veut à tout prix que ne se renouvelle pas l'expérience des luttes engagées par le Front commun des syndicats en 1972 et 1976.

La situation économique place le PQ dans une position difficile. Il doit continuer à rentabiliser les services publics tout en évitant une confrontation majeure avec le mouvement syndical. Ainsi, l'objectif essentiel du PQ est de décentraliser, autant que possible, les négociations contractuelles du secteur public, afin d'isoler et de battre les syndicats un par un. Le gouverne-

ment péquiste est déterminé à briser une fois pour toutes la force des secteurs les plus combatifs : les travailleurs hospitaliers seront soumis à un feu extrêmement nourri.

Cette stratégie de diviser pour régner sera combinée, à l'occasion du prochain référendum, avec une campagne idéologique soulignant la nécessaire unité de la nation derrière le gouvernement du PQ contre Ottawa.

DIVISER POUR REGNER

Parallèlement à ses tentatives d'isoler les syndicats du secteur public, le gouvernement péquiste travaille activement à diviser le mouvement ouvrier. Il courtise actuellement la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), tandis qu'il redouble d'agressivité à l'égard de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et de la Confédération des enseignants du Québec (CEQ). Les motifs de cette attitude sont aisément perceptibles. La CSN et la CEQ ont beaucoup plus hésité que la FTQ à donner leur appui politique au PQ. Elles sont aussi les centrales dominantes dans le secteur public, où le gouvernement se prépare à lancer ses attaques les plus massives.

En mai dernier, lors de la réunion du sommet économique convoqué par le gouvernement péquiste à La Malbaie, la FTQ s'est montrée bien plus encline à la collaboration avec le PQ que les deux autres confédérations. La FTQ s'est également prononcée en faveur de la loi 45, la prétendue loi antijaunes; elle a refusé de participer à la manifestation syndicale organisée contre le passage de cette loi, le 16 décembre dernier à Québec, la capitale de la province.

Sous prétexte d'offrir quelques concessions aux syndicats - favoriser la syndicalisation, «interdire» les jaunes - la loi 45 contient des dispositions qui attaquent directe-

ment l'indépendance des syndicats par rapport à l'État. Elle codifie les modalités de vote pour décider d'une grève, elle autorise l'État à intervenir dans le déroulement de ce vote et elle réaffirme la validité de la loi interdisant la grève dans les «services essentiels».

Et ce n'est pas tout. Face à la réaction enragée des patrons, le PQ a adouci les paragraphes antijaunes de la loi en y ajoutant deux nouvelles clauses : l'interdiction d'embaucher du personnel pendant les grèves ne s'appliquera pas aux services désignés comme «essentiels» et les patrons pourront prendre les mesures qu'ils jugent nécessaires pour se protéger contre les atteintes à leur propriété privée.

En substance, la loi 45 ne s'appliquera pas au gouvernement qui peut toujours déclarer que ses employés remplissent des services «essentiels». Et les patrons ont les coudees franches pour s'emparer de n'importe quel prétexte afin d'embaucher du «personnel supplémentaire». Enfin, les clauses «antijaunes» ne pourront être appliquées que pendant les grèves légales.

Il existe deux raisons pour lesquelles la FTQ soutient la loi. En premier lieu, elle donne son appui aux clauses qui facilitent la syndicalisation qu'elle a décidé de lancer. Ensuite, la FTQ s'appuie sur l'appareil des syndicats internationaux (surtout américains), qui agissent à l'extérieur du Québec; ceux-ci ne peuvent être l'objet de l'application des clauses de la loi concernant l'ingérence de l'État dans les votes des syndicats et dans l'élection de ses directions. La CSN et la CEQ, en revanche, sont les victimes directes de l'offensive gouvernementale; c'est pourquoi elles ont dénoncé les amendements à la loi et particulièrement la clause des «services essentiels».

Malgré les initiatives qu'il a prises pour renforcer le contrôle de l'État sur le fonctionnement interne des syndicats et malgré les restrictions

qu'il essaie d'apporter au droit de grève, le PQ n'a pas intérêt à une confrontation d'envergure avec le mouvement ouvrier. Voilà pourquoi il s'acharne tant à diviser les centrales syndicales.

En raison de l'importance de la question nationale, le PQ exerce une énorme pression sur le mouvement ouvrier. Même si elles se montrent plus fermes que la FTQ dans leurs discours et dans certaines de leurs actions, les directions de la CNS et de la CEQ n'ont aucune proposition alternative à celles du

gouvernement péquiste. Elles n'ont d'ailleurs pris aucune initiative pour former un parti ouvrier, basé sur les syndicats et clairement opposé au PQ.

La stratégie du PQ est déterminée par deux contraintes. D'une part, le PQ doit s'efforcer de gérer, aussi bien que possible, la situation économique et profiter de cette crise pour mettre en chantier une restructuration de l'économie du futur Québec «souverain». D'autre part, il doit démontrer à l'impérialisme qu'il est un gérant loyal du ca-

pitalisme. Une victoire au référendum représente l'atout du PQ dans ses négociations avec les impérialistes. La réalisation d'un «consensus national» et l'établissement d'une «paix sociale» au Québec représentent les éléments-clés pour une victoire au référendum et pour des négociations à froid avec l'impérialisme.

Il en découle que le PQ fera tout pour tenter de limiter l'indépendance du mouvement syndical par rapport à l'Etat, car il espère que, demain, cet Etat sera le sien.

Canada

Ottawa orchestre l'offensive fédéraliste contre le Québec

Le but essentiel du discours sur l'intervention militaire au Québec est de préparer les Canadiens anglais à l'éventualité d'une intervention des troupes fédérales, en cas de nécessité, et il vise évidemment à intimider les masses québécoises.

Christian CORBIERE



Pierre Trudeau -

● La classe dominante est en train d'orchestrer une vaste campagne pour «l'unité nationale» et contre le Québec. Celle-ci a pour but de dresser l'opinion publique du Canada anglais contre les Québécois et de contrer l'extension de l'influence nationaliste au Québec lui-même. L'organisation d'un «Département de propagande pour l'unité nationale» en est l'aspect le plus concret et le plus évident. Mais les premières discussions à propos de l'utilisation de la force contre le Québec révèlent clairement le sens de l'orientation de cette campagne.

LE DISCOURS ET L'EPEE

Allan Blakeney, Premier ministre de la province du Saskatchewan et membre du New Democratic Party (NDP : Nouveau parti démocratique, le parti social-démocrate canadien) a eu l'honneur d'être le premier à évoquer clairement la possibilité d'utiliser la force pour empêcher le Québec de se séparer de la Confédération. Mais c'est à Pierre Trudeau, le Premier ministre de la Confédération canadienne, qu'échut le privilège d'exposer le plan de la classe dominante : l'occupation mi-

litaire du Québec et l'imposition de l'Acte sur les mesures de guerre, «le type d'action auquel nous avons recouru en 1970». Il le fit dans son discours de présentation des vœux pour la nouvelle année 1978, qui est connu depuis comme le «discours de l'épée».

Cependant, ce débat sur l'intervention militaire au Québec n'a pas encore totalement percé à jour. Le but essentiel de ce genre de discours est de préparer les Canadiens anglais à l'éventualité d'une intervention des troupes fédérales, en cas de nécessité. De plus, il vise évidemment à intimider les masses québécoises.

En même temps qu'il intensifie sa propagande pro-fédéraliste, Ottawa a également recours à d'autres formes de pression. Trudeau a clairement laissé entendre qu'il ne reconnaîtrait pas le résultat du prochain referendum au Québec. Il a aussi évoqué la possibilité que les autorités fédérales organisent leur propre referendum et qu'Ottawa se refuse à toute négociation sur la «souveraineté-association» proposée par le Parti québécois (PQ) de René Lévesque. De toute façon, les élections fédérales, qui doivent avoir lieu cette année, seront présentées par le gouvernement fédéral comme un referendum pan-canadien sur «l'unité nationale».

La classe dominante tout entière a donc adopté une politique de pression systématique envers le PQ. La décision prise par la grande compagnie d'assurances *Sun Life*, de déménager son siège de Montréal à Toronto est l'un des exemples les plus frappants de cette stratégie. L'invalidation, par la Haute Cour du Québec, de passages essentiels de la loi 101 - adoptée par le Parlement québécois (à majorité péquiste), et faisant du français la langue officielle et obligatoire du Québec - n'en est qu'une illustration supplémentaire.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de tentative réelle de déstabiliser, économiquement et politiquement, le Québec. Mais le grand capital et le gouvernement fédéral sont en train de préparer le terrain pour une telle entreprise. Les grandes compagnies qui déménagent leur siège central avertissent clairement le gouvernement péquiste, qu'elles sont capables de porter un coup à la fragile économie du Québec. Le nombre de polices privées, d'agents de sécurité, de milices patronales opérant au Québec, ne cesse d'augmenter.

Un «complot de Toronto» vient d'être révélé de manière sensationnelle. Plusieurs représentants de trusts américains auraient tenu une réunion secrète, à laquelle participait la CIA, afin de discuter certai-

nes «hypothèses de travail», telles que l'assassinat de Lévesque. Le gouvernement québécois a officiellement confirmé l'existence de cette réunion, tout en se refusant à en dévoiler le contenu exact.

Au Québec, l'agitation contre la loi 101, entretenue par l'intermédiaire de groupes d'anglophones, d'immigrés et d'indigènes (Indiens ou Inuits) a servi de tremplin à la campagne fédéraliste. L'organisation de ces communautés, particulièrement celle des anglophones privilégiés, contre le gouvernement péquiste, est une pièce maîtresse de la stratégie d'Ottawa. Elle contribue à préparer les futures tentatives de déstabilisation politique et économique. Ces communautés, non francophones, peuvent fournir les troupes d'une force de frappe fédéraliste au sein du Québec lui-même. Elles peuvent aussi constituer le prétexte, aux yeux des masses du Canada anglais, pour justifier une intervention militaire fédérale au Québec. C'est pourquoi la propagande fédéraliste se plaît à dépeindre ces communautés comme des «minorités opprimées».

UNE SOLUTION DE RECHANGE AU PQ

La campagne fédéraliste se heurte à l'absence d'une alternative gouvernementale crédible face à l'équipe du PQ. Le Parti libéral québécois (PLQ) ne s'est pas encore remis de sa grave défaite aux élections provinciales du 15 novembre 1976. L'une des principales tâches du «Département de propagande pour l'unité nationale» consiste précisément à le reconstruire. Le prochain congrès du PLQ, qui élira une nouvelle direction, marquera sans doute un jalon sur cette voie.

L'Union nationale n'est pas en mesure de servir d'instrument réel pour l'offensive fédéraliste; elle ne peut prétendre représenter une alternative face au PQ. Elle n'a aucune position établie sur la question nationale et ses dirigeants ne possèdent pas l'envergure nécessaire

dans des circonstances aussi difficiles. Surtout, au contraire du PLQ, l'Union nationale n'a pas de liens avec une force extérieure au Québec, c'est-à-dire avec la bourgeoisie impérialiste canadienne.

Au Québec, le PQ fait toujours face à l'hostilité de toute la classe dominante. Ses tentatives pour se doter d'une base stable parmi les forces bourgeoises, ont été couronnées par l'échec. L'incapacité du PQ à résoudre la crise économique et sa législation linguistique lui valent l'hostilité des petites et moyennes entreprises.

Fondamentalement, aucun secteur de la bourgeoisie n'est prêt à accepter le bouleversement politique et économique que représenterait la «souveraineté-association». Les couches de la bourgeoisie auxquelles le PQ s'est adressé, sont terrifiées à l'idée de toute modification des relations entre le Québec et le Canada. Quelles que soient les concessions consenties par le gouvernement Lévesque à ce secteur réactionnaire, il ne jouira jamais de leur soutien, aussi longtemps qu'il maintiendra l'objectif de la «souveraineté-association».

LES RESULTATS DE L'OFFENSIVE

L'offensive fédéraliste pour «l'unité nationale» a réussi à renforcer l'autorité politique et la base électorale du gouvernement Trudeau. La raison en est simple: le gouvernement libéral d'Ottawa apparaît comme la seule force capable de maintenir l'«unité canadienne». Les libéraux: sont les seuls à disposer à la fois d'une base indispensable au Québec lui-même et d'une politique clairement opposée à celle du PQ sur la question nationale. Ces éléments ont permis au gouvernement Trudeau de survivre à la détérioration de la situation économique et à l'explosion de plusieurs scandales.

Ni les conservateurs, ni le NPD n'ont pu se poser en solution de rechange réaliste face au Parti libéral. Les conservateurs manquent d'une base au Québec et d'une orientation politique qui les différencie nettement des libéraux. Quant au NPD, sa ligne sur la question nationale est la même que celle du Parti libéral et sa base québécoise est pratiquement inexistante.

Toute la classe dominante, la direction social-démocrate du NPD ainsi que des secteurs importants de la bureaucratie syndicale - y compris les dirigeants centraux de la Confédération des travailleurs du Canada - se sont ralliés à l'offensive de «solidarité nationale» du gouvernement fédéral.

Pourtant, cette dernière est loin d'avoir rencontré un succès total. Plusieurs syndicats ont adopté des résolutions en faveur du droit à l'autodétermination du Québec. Le Syndicat des travailleurs de la métallurgie et l'Union canadienne des employés du secteur public se sont fermement prononcés en ce sens. La Fédération syndicale du Saskatchewan a adopté une résolution analogue, en rejetant un amendement exprimant l'espoir que le Canada reste uni.

LES OBSTACLES A FRANCHIR POUR OTTAWA

Trois obstacles se dressent sur la voie de l'offensive fédéraliste d'Ottawa contre le Québec.

En premier lieu, l'approfondissement de la crise économique tend à miner la propagande gouvernementale sur «la beauté et la force» d'un Canada uni. Les discours grandiloquents sur l'«unité nationale» se font de moins en moins convaincants lorsque le taux de chômage ne cesse de croître.

De plus, la «séparation» du Québec ne se présente pas comme une éventualité immédiate. L'offensive fédéraliste doit encore parcourir un

certain nombre d'étapes. Le but des élections fédérales est de créer un véritable contre-15 novembre. Le référendum du Québec, prévu pour le début de 1979, constituera également une échéance importante pour l'intensification de la campagne de chauvinisme anti québécois au Canada anglais.

Les récentes déclarations sur les activités illégales de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et d'autres forces de police, ont porté un coup sérieux à la campagne du gouvernement. Les tentatives fédérales d'étouffer les travaux de la Com-

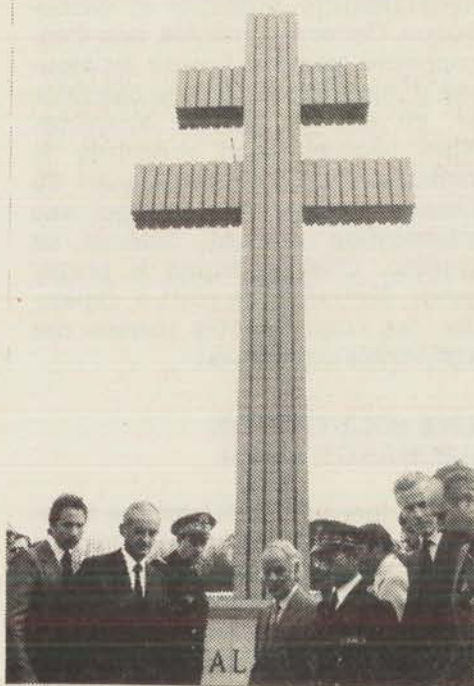
coupent l'herbe sous les pieds du gouvernement fédéral et alimentent le sentiment nationaliste du Québec.

En second lieu, ces révélations, en mettant la GRC sur la défensive, contribuent à affaiblir les forces de répression qui agissent quotidiennement au Québec.

Enfin, elles révèlent le profond malaise qui traverse l'appareil d'Etat. Les partis de l'opposition, après avoir essayé, dans un premier temps, d'exploiter le scandale à leur avantage, ont battu en retraite devant le danger représenté par cette mise en cause d'un des piliers essentiels de l'Etat canadien.

Les révélations faites sur la GRC sont le signe d'une très sérieuse crise de confiance au moment où l'Etat fédéral canadien doit faire face à la pire situation économique qu'il ait connue depuis les années 30 et à la pire crise politique depuis l'établissement de la Confédération elle-même.

L'offensive fédéraliste contre le Québec va rester au centre de la vie politique du Canada. Le mouvement ouvrier du Canada anglais porte la responsabilité de s'opposer à la propagande gouvernementale et de défendre le Québec contre toute initiative du grand capital et du gouvernement fédéral visant à entraver le libre exercice de son droit à l'autodétermination par le Québec.



1er novembre 1977 -
Levesque à Colombey-les-deux-églises.

mission d'enquête parlementaire sur ce sujet, constituent un excellent révélateur des inquiétudes du gouvernement quant à ses révélations.

Elles s'inscrivent en effet en faux contre l'image d'un Canada démocratique. Le fait que la plupart de ces agissements illégaux se sont déroulés au Québec, souligne l'existence de l'oppression dont les Québécois sont victimes au sein de la Confédération. Ainsi, les révélations de la Commission Keable

Ligue communiste
révolutionnaire

Oui,
le socialisme !



FM / petite collection maspero

États-Unis

La grève des mineurs laisse des marques profondes

Les patrons américains craignent que, face à leurs exigences, les travailleurs ne se mettent désormais à penser : « Les mineurs, qu'auraient-ils fait dans cette situation ? »

Matilde ZIMMERMANN

● La grève de l'United Mine Workers of America (UMWA : Syndicat unifié des mineurs d'Amérique) qui a duré du 6 décembre 1977 au 27 mars 1978, a réussi à enrayer l'offensive des patrons déterminés à infliger une défaite aux travailleurs des mines de charbon et à disloquer leur syndicat.

Les capitalistes américains ont provoqué l'épreuve de force avec l'UMWA, dans l'espoir que les mineurs seraient trop faibles pour riposter. Cette attaque devait, en principe, donner le signal d'un assaut général contre les droits et les avantages précédemment conquis par les travailleurs organisés dans les syndicats les plus importants : les employeurs se retrouvèrent, au contraire, face à une résistance massive. La grève des mineurs contribuera à renforcer la détermination des travailleurs dans les batailles de classe qui s'annoncent aux États-Unis. En ce sens, la grève marque un tournant important dans la situation.

Les mineurs ont repris le travail, le 27 mars, après avoir ratifié le troisième contrat qui leur était proposé au vote. Ce nouveau contrat de trois années ne satisfait pas les revendications pour lesquelles les mineurs avaient déclenché la grève : dans tous les domaines - sauf les salaires - ses dispositions sont moins avantageuses que celles du contrat négocié en 1974. Comme lors des deux premières consultations, un grand nombre de travailleurs ont rejeté le contrat ; cette fois, ils étaient 43%.

UNE VICTOIRE

Cependant, les mineurs ne sont pas retournés à leur travail battus. La fin de la grève a été très bien décrite par Jack Perry, le président du 17^e district de l'UMWA en Virginie occidentale. *« Bien que l'accord ne remplisse pas nos espérances, disait-il la base peut légitimement être fière d'avoir bloqué les tentatives du patronat de détruire notre syndicat. En ce sens, les mineurs ont remporté une importante victoire. »*

D'autres mineurs, tout en manifestant leur amertume à propos des clauses du contrat, disaient qu'ils *« pouvaient s'en accommoder »*, que c'était *« tout ce qu'ils pouvaient obtenir »* et que *« ce ne serait pas honteux de voter pour ce contrat »*.

Les mineurs sont sortis de leur grève fiers de s'être dressés face au gouvernement et aux patrons miniers, en ayant rejeté deux contrats inacceptables. Ils estimaient toujours être dans une position favorable pour engager la lutte, même s'ils travaillaient désormais selon les termes d'un contrat qui ne répondait pas à leurs exigences.

« Nous sommes convaincus que, la prochaine fois à la table des négociations, nous emporterons le morceau » ; c'est ainsi que s'exprimait Charles Fuller, président du 20^e district de l'UMWA dans l'Alabama. Larry Reynolds, président du 11^e district de l'Indiana, disait

la même chose : *« Nous nous retrouverons dans trois ans pour un meilleur contrat, vous pouvez compter là-dessus. »*

Mais il ne s'écoulera pas trois ans avant que les mineurs reprennent la lutte contre les patrons. Le contrat n'apporte aucune solution à beaucoup de problèmes : les propriétaires de mines n'ont pas renoncé à imposer, pour leurs profits, une dangereuse intensification de la productivité ; et les mineurs n'ont pas renoncé non plus à leur droit ni à leur capacité de riposter.

Le nouveau contrat reste silencieux sur la question centrale du droit de grève. Les mineurs ont forcé les patrons à abandonner les brutales clauses antigrèves que comprenaient les deux premières propositions de contrats. Mais la nouvelle version laisse en fait intacte la procédure inefficace et compliquée d'arbitrage qui constituait le motif premier des grèves « sauvages ». Aussi longtemps que les mineurs ne pourront pas faire corriger les violations des normes de sécurité et l'application de conditions de travail illégales au travers des procédures d'arbitrage, leur seul recours sera la grève « non-autorisée ».

Le nouveau contrat démantèle le système médical de soins gratuits et contrôlé par le syndicat, que les mineurs avaient gagné dans les années 40. Celui-ci est désormais remplacé par une assurance privée, qui ne remboursera que les frais médi-

caux supérieurs à 200 dollars. Les 50 cliniques modèles qui avaient été construites à travers le pays minier, avec les fonds provenant du système médical antérieur, voient leur existence menacée. La région des Appalaches connaît déjà un exode de médecins.

Les retraites n'ont pas été égalisées par le nouveau contrat. Ceux qui sont partis à la retraite les premiers toucheront 275 dollars par mois, tandis que ceux qui la prennent maintenant en recevront 425.

Deux clauses du nouveau contrat accroissent les dangers d'accidents du travail. Un plan d'augmentation de la production va aboutir à l'accélération des cadences dans les mines où il sera appliqué et la réduction de la période d'apprentissage pour les nouveaux mineurs va multiplier les risques d'accidents.

En ce qui concerne les salaires - qui ne furent pas une revendication centrale dans la grève -, le troisième contrat est légèrement plus favorable que les deux précédents qu'ils avaient rejetés. Les 39% d'augmentation des salaires et des primes prévues par le contrat pour les trois années à venir, représentent l'augmentation salariale la plus importante qu'un syndicat ait jamais gagnée, depuis l'augmentation de 50% que l'UMWA avait fait inscrire dans le dernier contrat.

Une comparaison superficielle entre le contrat de 1974 et celui de 1978 pourrait laisser croire que les mineurs ont subi une défaite de taille. En fait, c'est à travers une lutte héroïque qu'ils ont obtenu le contrat actuel. Les mineurs font la comparaison non seulement avec le contrat de 1974, mais surtout avec ce que les patrons voulaient leur faire avaler en 1978.

«UNE REVOLUTION DES RAPPORTS DU TRAVAIL»

Les patrons miniers savaient exactement ce qu'ils voulaient, avant que la grève ne commence le 6 décembre. Ils n'ont rien fait pendant deux mois, et puis, le 6 février, avec l'approbation d'Arnold Miller, le président de l'UMWA, ils ont présenté leur proposition de contrat destiné à mettre le syndicat en piè-

ces. Déjà une année auparavant, les patrons avaient explicité leur stratégie. Le but était d'assurer leurs bénéfices, dans une industrie charbonnière en expansion, par la remise au pas des mineurs. Joseph P. Brennan, président de la Bituminous Coal Operators Association (BCOA : Association des entrepreneurs de charbon bitumineux), disait en mai : *«Les impératifs catégoriques de la croissance impliquent rien moins qu'une révolution des rapports du travail...»*

neur ayant participé ou respecté un piquet de grève; pour le moins, il imposait aux travailleurs une amende journalière. Le contrat mettait fin à l'existence de la sécurité sociale et obligeait les mineurs à payer pour toutes leurs dépenses de santé, en dessous d'un montant de 200 dollars. Il dégageait pratiquement les patrons de toute entrave pour augmenter la production aux dépens de la santé et de la vie des mineurs. Les propriétaires de mines semblaient avoir soigneusement



Les fermiers américains distribuent des pommes de terre aux mineurs en grève.

Le 6 février, il était facile de voir quel était le genre de «révolution» auquel les patrons pensaient. Le contrat proposé par les propriétaires miniers leur donnait le droit de licencier sommairement tout mi-

mis au point tous les aspects de cette vaste attaque contre les droits des travailleurs : pour la première fois dans les 84 années d'existence de l'UMWA, les patrons instituaient le travail le dimanche, amputaient

les pensions versées aux veuves de mineurs et décrétaient des mesures pour punir «l'absentéisme».

Si les patrons avaient réussi à imposer ce «contrat de bagnard», cela aurait représenté une défaite retentissante pour les mineurs, pour leur syndicat et pour le reste de la classe ouvrière. Le rejet de ce contrat par la majorité écrasante du Conseil de négociation de l'UMWA, était déjà une indication : les patrons n'allaient pas l'emporter facilement. Pourtant, ils ne renoncèrent pas à leur plan de bataille. La classe dominante des Etats-Unis tout entière, l'administration Carter et les grands moyens d'information firent de leur mieux pour le mettre en pratique.

CARTER Y MET LA MAIN

L'administration Carter se plaça chaque jour davantage en première ligne de l'offensive pour briser la grève. Cela devint particulièrement évident après que le second contrat, qui ne valait pas mieux que le premier, eût été rejeté par une majorité de plus des deux tiers.

Les mineurs firent face au gouvernement avec la même unanimité et la même discipline qu'ils avait déjà manifestées contre les patrons. Le 6 mars, Carter recourait aux dispositions antigèves de la loi Taft-Hartley contre l'UMWA. Son initiative fut totalement ignorée. Le fait que les mineurs aient totalement refusé de se plier à la réquisition a mis en question la capacité du gouvernement d'utiliser la loi Taft-Hartley pour briser de futures grèves dans d'autres branches d'industrie.

Les mineurs ont tout simplement refusé qu'en les déclarant hors-la-loi, Carter fasse de leur grève une action illégale. Ils ne donnèrent pas non plus satisfaction au gouvernement qui tentait de provoquer des incidents violents afin de réprimer individuellement des mineurs et d'intimider les autres. Le *Washington Post* du 14 mars résumait la situation créée dans les mines, des Rocheuses aux Appalaches, par le recours à la loi Taft-Hartley : «pas de confrontation, pas d'agitation, pas de production».

Carter fut obligé de battre en retraite devant ce refus des mineurs d'obéir à la réquisition. Il ne lui fut pas possible de mettre à exécution ses menaces d'infliger des amendes aux grévistes ou de les arrêter, de poursuivre les responsables syndicaux pour violation de la loi ou de mettre la main sur les caisses des syndicats. Son administration ne fit aucune tentative d'appliquer la réquisition. Le 17 mars, un juge fédéral de Washington décidait de suspendre l'application de la loi Taft-Hartley, en disant des mineurs : «De toute façon, ils se fichent pas mal de tout ce que je peux faire».

LA SOLIDARITE OUVRIERE

L'expression du soutien des autres travailleurs - particulièrement dans les dernières semaines de la grève - constitua un facteur important de la lutte des mineurs. La stratégie de la classe dominante - diviser pour régner -, qui avait été utilisée auparavant avec une efficacité redoutable pour affaiblir les syndicats et embourber les luttes, ne connut pas, cette fois, le même succès.

Les employeurs tentèrent d'isoler les mineurs en dressant contre eux les travailleurs des autres branches et l'opinion publique en général. Ils coupèrent l'électricité et en rendirent responsables les mineurs. Ils avertirent que 2,5 millions de travailleurs perdraient leur emploi si la grève dépassait la mi-mars. Les responsables internationaux de l'UMWA ne firent pas beaucoup d'efforts pour trouver des alliés au combat des mineurs. Les bureaucrates qui sont à la tête des autres grands syndicats ignorèrent la grève aussi longtemps qu'ils le purent.

Les fermiers furent les premiers à prendre la défense des mineurs. A la mi-février, alors que battait son plein la campagne de dénonciation des intérêts prétendument égoïstes des mineurs agissant aux dépens du bien-être général, les fermiers organisèrent des caravanes afin d'apporter leurs dons en nourriture au pays minier. Les activités de soutien sur les campus universitaires, qui s'étaient déjà manifestées avant celles des fermiers, n'eurent pas leur impact.

Par la suite, d'autres caravanes s'organisèrent pour convoier les dons collectés dans les grandes villes industrielles, situées à proximité des régions minières (Baltimore, Detroit et Chicago). Des syndicats comme l'United Auto Workers (UAW : Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile) et l'United Steelworkers (Syndicat unifié des travailleurs de l'acier) firent des contributions qui, par leur importance, différaient grandement du genre de soutien dérisoire qu'ils accordaient habituellement. Une somme de 4,5 millions de dollars (environ 22 millions de francs français) fut collectée par une demi-douzaine de grands syndicats au cours des quinze derniers jours de la grève.

La campagne d'isolement des mineurs fit faillite parce que les autres travailleurs n'acceptèrent pas de croire qu'ils étaient victimes de «l'égoïsme» des mineurs. Les mineurs défendaient les droits que les autres travailleurs reconnaissaient comme les leurs.

Ces derniers comprenaient l'importance d'une lutte contre les restrictions de leurs avantages acquis, dans le contexte d'une inflation en augmentation constante; d'une bataille pour la protection de leur santé et de leurs conditions de travail; du rassemblement dans l'unité pour faire échec à l'offensive antisyndicale des patrons et du gouvernement.

Les actions de solidarité ouvrière ne furent certes pas énormes et la quantité d'aide matérielle reçue par les mineurs fut loin d'être décisive. Mais, vers la fin de la grève, il devenait absolument évident que la grève des mineurs commençait à être une «cause» sociale pour des cercles beaucoup plus larges. De nombreux mineurs avaient saisi l'importance de cet aspect de leur combat. Un mineur de Virginie occidentale du nom de Gene Dunn disait aux journalistes qui l'interrogeaient : «Je fais ça pour tout le monde. La plupart des mineurs ressentent la même chose. S'ils brisent notre syndicat, les compagnies feront pareil aux autres. S'ils nous mettent par terre, ils casseront aussi les reins de ceux qui travaillent dans l'usine d'à côté».

PAS DE PORTE-PAROLE POLITIQUE

Ce n'est pas dans l'absence de volonté de lutte qu'il faut chercher les raisons des faiblesses de la grève des mineurs. Contrairement à ce que répétait la presse, les problèmes ne provenaient certainement pas d'une trop grande démocratie dans le syndicat. Ils ne découlaient pas non plus d'une diminution de la puissance économique des mineurs.

Ces faiblesses étaient dues au fait que l'UMWA ne fut pas assez rapidement en condition de développer une direction alternative au niveau national, une direction capable d'organiser une véritable campagne politique complémentaire de la combativité des grévistes sur le terrain.

Dans la *New Republic* du 1er avril, Thomas Bethell, ancien directeur du service des recherches de l'UMWA, résumait les conséquences de cet état de fait pour les négociations contractuelles : «... les mineurs, face à un ensemble de nouvelles clauses inacceptables, ne purent qu'élever une protestation générale. Ils ne disposaient pas d'une direction capable de traduire cette protestation en une contre-attaque efficace.

«Mais ce qui est décisif pour gagner une telle guerre, c'est d'être capable aussi bien d'attaquer que de se défendre... Les mineurs ne pouvaient que se défendre; ils ne pouvaient que dire non aux patrons des mines, mais ils ne pouvaient le dire d'une seule voix. Et ils ne pouvaient pas défaire ce qui avait été fait à la table des négociations, pour la bonne raison que pas un seul des négociateurs du syndicat n'avait eu l'intelligence et le courage de mener la bataille pour défendre pied à pied le territoire conquis par le syndicat au cours des années précédentes.»

L'existence d'une direction politiquement consciente aurait bouleversé bien plus le jeu des concessions réciproques autour du tapis vert. Elle aurait modifié de fond en comble tous les aspects de la grève et de son impact sur le pays tout entier.

Toutes les revendications des mineurs étaient politiques : le droit à des soins médicaux de qualité, à une retraite décente, à une protec-



tion contre l'inflation, à des garanties de sécurité et de contrôle sur leurs conditions de travail; le droit d'être traités comme des êtres humains. Ces questions touchent tous les travailleurs du pays. Mais les mineurs ne disposaient d'aucun porte-parole dans l'arène politique, d'aucun représentant élu susceptible d'expliquer devant l'opinion publique que toutes ces questions concernaient la vie et la mort de tous les travailleurs, il n'y avait personne pour montrer à ces travailleurs l'enjeu que représentaient pour eux la défense des mineurs.

Les mineurs furent capables d'arrêter le bras des patrons. Pour aller au-delà, pour arracher de nouvelles conquêtes et les faire inscrire dans le contrat, il fallait qu'ils s'organisent sur le front politique. Cela pouvait mobiliser le réel sentiment de solidarité qui existait dans le mouvement ouvrier.

Toutes les initiatives prises par les mineurs au cours de leur grève, pour renforcer la démocratie syndicale, ont renforcé l'UMWA. Mais la lutte pour le contrôle de la base sur son syndicat n'est pas seulement destinée à forger une organisation qui mène mieux les grèves et obtienne de meilleurs contrats. Elle sert aussi à dégager des forces qui agiront indépendamment dans l'arène politique, brisant ainsi le carcan d'une direction servile à l'égard des politiciens capitalistes.

Les mineurs ont défié les gouvernements de leurs Etats respectifs et ils ont aussi défié le président des Etats-Unis. Ce faisant, ils ont démasqué, une fois de plus, le rôle de briseur de grève du gouvernement. Par leurs paroles et leurs actions, ils ont montré dans quel mépris ils tenaient

Carter. Mais ils n'avaient aucune solution de rechange à proposer contre la domination des Partis républicain et démocrate.

Que se serait-il passé, en revanche, si l'UMWA avait présenté ses propres candidats aux élections du Congrès en 1978 ? Une telle initiative aurait marqué un tournant de la grève elle-même. Maintenant que la grève est terminée, le syndicat des mineurs pourrait faire entendre sa voix au Congrès pour expliquer les leçons de la grève et pour commencer à mobiliser le soutien nécessaire aux futures batailles sur les questions restées sans solution dans le nouveau contrat.

La grève des mineurs vient d'administrer une nouvelle preuve de la nécessité d'un parti ouvrier. Tous les politiciens, démocrates ou républicains, se sont alignés sur les patrons, ont couvert Carter ou se sont gardés de prendre position. De la même façon qu'ils ont refusé de laisser Carter décider de leur vie et de leur travail, les mineurs, aux côtés des autres travailleurs, peuvent former un parti qui ne laisse pas les briseurs de grève décider des affaires fédérales et nationales.

Les capitalistes tiennent beaucoup à enterrer la grève des mineurs, à en minimiser les conséquences et à reprendre leurs attaques contre le reste des travailleurs. Ils ont sous-estimé la résistance que leur opposeraient les mineurs. Maintenant ils essaient d'évaluer l'impact que cette lutte aura sur la confiance et les aspirations de tous les travailleurs. Ils craignent que face aux exigences des patrons de reprendre ce que les travailleurs leur avaient arraché, ceux-ci ne se mettent désormais à penser : «Les mineurs, qu'auraient-ils fait dans cette situation ?».



Amérique latine

Quelle place dans la nouvelle division internationale du travail ?

*Les régimes « forts » correspondent, plus que jamais,
aux exigences structurelles des classes dominantes indigènes
et de l'impérialisme.*

Livio MAITAN

Pour analyser la situation en Amérique latine, il faut poser le problème ardu des tendances économiques à long terme, le problème de ce que les politiciens bourgeois ont baptisé « le nouvel ordre économique mondial » et qui, pour nous, est la nouvelle division internationale du travail. Il n'y a pas de doute que le capitalisme passera par des restructurations profondes aux dimensions mondiales dans sa tentative de sortir de sa crise actuelle.

QUELLES PERSPECTIVES ECONOMIQUES ?

D'après de nombreux économistes - entre autres Samir Amin et André Gunder Frank - le capitalisme suivra le schéma suivant : une série de pays sous-développés continueront à être relégués au rôle traditionnel de producteurs de matières premières; d'autres gagneront une place privilégiée dans l'industrie qui exige une main-d'œuvre nombreuse (industrie de l'automobile, industrie des biens de consommation durable, plus généralement, et même industrie sidérurgique, etc.); les pays les plus avancés développeront l'industrie à forte concentration de capital, à la technologie la plus perfectionnée, et élargiront de plus en plus les secteurs dits du tertiaire. On pourrait remarquer que ce schéma est déjà en voie d'application dans la mesure où l'industrie la plus moderne (électronique, nucléaire, etc.) res-

te l'apanage presque exclusif d'un nombre restreint de pays, alors que des industries mécaniques, sidérurgiques, etc. - et pas seulement textiles ou d'autres biens de consommation - se sont développées dans des pays d'Amérique latine, en Iran et en Corée du Sud, par exemple. Théoriquement, des possibilités de développement ultérieur subsistent, notamment dans le cas de pays latino-américains offrant des conditions propices aux investissements (bas prix de la main-d'œuvre, garanties politiques spéciales, normes favorables au transfert des profits à l'extérieur, etc.).

Mais le schéma sus-mentionné ne pourra se traduire dans la réalité, à l'échelle qu'exigerait la profondeur de la crise, qu'à condition que la classe ouvrière d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et du Japon accepte, dans la meilleure des hypothèses, un gigantesque brassage aux implications sociales spectaculaires, ou, dans l'hypothèse la plus réaliste, un chômage chronique d'une ampleur sans précédent, une baisse drastique du niveau de vie et une multiplication des couches marginalisées. Le moins que l'on puisse dire est que les conditions pour entreprendre une telle opération n'existent à l'heure actuelle nulle part et qu'elles ne pourront pas être imposées sans des bouleversements majeurs, pour l'instant très improbables. En réalité, les pays industrialisés sont obligés de défendre les structures économiques existantes, y compris par des mesures pro-

tectionnistes de plus en plus accentuées. Loin d'avoir la perspective d'un essor dans des secteurs nouveaux, les pays sous-développés - au moins ceux qui sont industrialisés - sont confrontés à des contre-attaques sérieuses, qui menacent non seulement leurs industries nouvelles, mais aussi celles des secteurs les plus traditionnels (le textile, par exemple).

Le « nouvel ordre économique » esquissé reste donc, dans la meilleure des hypothèses pour le capitalisme, une musique de l'avenir, d'un avenir assez éloigné. A court et à moyen terme, il n'existe pas de possibilité de relance d'une croissance économique latino-américaine, comparable à celle que le Mexique a connue pendant deux décennies après la fin de la Seconde Guerre mondiale ou à celle du Brésil à la fin des années 60 et au commencement des années 70. La question qui se pose a une portée beaucoup plus limitée : quelles possibilités auront la bourgeoisie latino-américaine et l'impérialisme d'exploiter des situations conjoncturellement favorables, surgissant exceptionnellement dans tel ou tel pays ?

Il serait erroné du point de vue de la méthode, et impossible du point de vue pratique de chercher une réponse univoque. Il est bien connu que, sur le terrain purement économique, il y a une gamme très différenciée allant du Venezuela - où la bourgeoisie, grâce aux ressources énergétiques, dispose enco-

re de marges de manœuvre considérables - à celui du Pérou - dont les dirigeants semblent incapables de briser une spirale de plus en plus catastrophique -, pour ne considérer que les pays les plus importants. Des analyses spécifiques et détaillées seront donc nécessaires à chaque étape. Il suffit ici de mettre en garde contre des conclusions simplistes qui, en partant de la compréhension des contradictions structurelles et des perspectives à long terme que nous avons esquissées, amènent à sous-estimer les possibilités à court terme ou la possibilité de conditions favorables exceptionnelles.

Pour en revenir encore une fois au Brésil, ce pays, malgré les très graves difficultés connues à partir de la fin de 1973 (crise du pétrole), a enregistré en 1976 un taux de croissance de 8,8% (en 1977, la situation a été plus inégale, avec des difficultés dans les industries de biens de consommation durable, et des taux allant jusqu'à 15% pour des branches des industries de base). A la suite de l'augmentation du prix du café et du développement des exportations, il a bénéficié d'une amélioration sensible de la balance commerciale, sérieusement affectée depuis 1973 par le déficit pétrolier. Dans ces conditions, il a pu s'assurer un afflux constant de capitaux étrangers. En ce qui concerne l'Argentine, elle aussi a amélioré en 1977 sa balance des paiements, certes en partie grâce à la chute des importations, liée à la récession de toute une partie de l'industrie, mais aussi grâce à la conjoncture exceptionnellement favorable pour les céréales (campagne 1976-77). En même temps, après deux années de taux négatif, le produit national brut a augmenté l'année dernière de 5% environ (en retrouvant le niveau de 1974) et l'inflation est tombée entre mai 1976 et juillet 1977 d'à peu près 800% à 130% environ (elle aura été, toutefois, de 200% à la fin de l'année).

Il est donc possible que, sur la toile de fond d'une stagnation ou d'une croissance très limitée, l'économie de certains pays marque des points sur le terrain conjoncturel et sectoriel, évitant ainsi de précipiter à court terme une crise catastrophique (il va de soi que tous les acquis éventuels pourront être remis

brusquement en discussion par des facteurs internationaux aussi bien économiques que politiques).

LES TENDANCES SOCIALES ET LEURS IMPLICATIONS POLITIQUES

Si les hypothèses que nous avons avancées sont fondées, dans la plupart des pays, même une certaine reprise du processus d'accumulation ne pourra impliquer une intégration dans les structures productives de ces vastes masses qui en sont exclues (à la suite d'un chômage accru ou d'une marginalisation désormais chronique). Des augmentations de la production seront obtenues, essentiellement, par une exploitation intensifiée; certains équilibres - sur le plan des prix, de l'endettement public, de l'endettement extérieur - seront recherchés par une baisse ultérieure et, dans le meilleur des cas, par le maintien des niveaux de vie tragiquement bas de l'écrasante majorité des masses. Il en découle que, sur le terrain politique, la tendance sera, en principe, de maintenir ou de rétablir des régimes autoritaires visant, quelles que soient leurs formes spécifiques conjoncturelles, à empêcher le plus possible les masses d'exprimer et de faire valoir leurs besoins, d'avoir leur représentation démocratique et de disposer librement d'instruments de lutte efficaces. Les régimes «forts» correspondent plus que jamais aux exigences structurelles des classes dominantes indigènes et de l'impérialisme.

De telles tendances sont susceptibles d'aggraver toute une série de contradictions et d'amener à des explosions spectaculaires. Des facteurs politiques, aussi bien à long terme que conjoncturels, s'entrelaceront de toute évidence avec des facteurs économiques. Mais pour tirer les conclusions les plus concrètes possibles, il faudra répondre notamment aux deux questions suivantes : quelle incidence les changements structurels des dernières quatre ou cinq années ont-ils eue sur la dynamique et sur les orientations des classes sociales ? Dans quelle mesure les répressions généralisées ont-elles pu déchirer ce tissu de cadres et de militants qui est essentiel pour la réorganisation et la réactivation du mouvement ouvrier ?



Paysan colombien

En règle générale, nous l'avons vu, la crise économique implique un affaiblissement structurel de la classe ouvrière ou, du moins, un arrêt de sa croissance comme force sociale. Dans certains pays, déjà avant la crise ou depuis ses premières phases, il y a eu une évolution spectaculaire dans cette direction. Le cas du Chili est le plus tragique : à la suite des licenciements massifs et de la réduction de l'appareil administratif lui-même, le chômage a atteint



Mineurs boliviens

des records (autour de 30%, avec des pourcentages sectoriels encore plus élevés). Le cas de l'Uruguay n'est pas moins grave : tout l'équilibre socio-économique du pays a été bouleversé de fond en comble et l'émigration, aussi bien économique que politique, a acquis des dimensions énormes. En Argentine aussi, le processus de déstructuration

économique a été considérable, avec un taux de chômage que le pays n'avait pas connu depuis des décennies et, peut-être, jamais au long de son histoire (les statistiques sont pratiquement inexistantes, mais on n'est pas loin de 20%). Ce serait une grave erreur de minimiser les conséquences que de telles conditions ont eu ou auront sur la classe ouvrière du point de vue de sa cohésion sociale et encore plus sur l'état d'esprit de larges secteurs des masses. Pour ne donner qu'un exemple, peut-on croire que les reculs et les oscillations de l'industrie automobile argentine (une potentialité de production de 500 000 unités par an, 140 000 unités produites en 1976 - autant qu'en 1965 - contre 300 000 en 1973, avec une certaine reprise en 1977 et de nouvelles difficultés au commencement de cette année) resteront sans influence sur ces couches nouvelles du prolétariat, dont le mûrissement dans les années 60 fut à l'origine de la montée ouvrière de 69 ?

La tendance à la diminution de la population rurale n'a pas été arrêtée par la crise économique non plus (1). Par contre, puisqu'elle va de pair avec l'adoption sur une échelle de plus en plus large de formes d'exploitation plus typiquement capitalistes (par exemple, non seulement au Brésil, mais aussi en Bolivie) et puisque le marché de la main-d'œuvre industrielle se rétrécit, elle risque d'avoir des effets de désagrégation sociale encore plus dramatiques que dans les années 50 et 60. Cela est d'autant plus vrai que le tertiaire ne peut continuer à s'élargir artificiellement et que les administrations publiques, écrasées par les dettes, sont amenées à licencier, beaucoup plus qu'à embaucher. Il suffit de rappeler ici les licenciements importants dans l'administration chilienne; les licenciements, de l'ordre de quelques dizaines de milliers en deux ans, dans le secteur étatique et dans les chemins de fer en Argentine (2). Toutes ces difficultés, aussi bien que les mesures d'austérité ont déjà frappé et frapperont d'importantes couches petites-bourgeoises parmi les moins aisées.

Les changements structurels au sein de la classe ouvrière et d'autres couches exploitées n'impliquent pas

nécessairement de conséquences politiques négatives. Les marxistes ont suffisamment analysé - déjà à partir de la récession qui précéda la Première Guerre mondiale - la dialectique complexe entre crise économique, mouvements des masses et crise politique pour ne pas en arriver aujourd'hui à des conclusions simplistes. Ils ne sauraient non plus ignorer l'impact que les phénomènes indiqués auront inévitablement.

Tout dépend, en dernière analyse, des formes et des rythmes par lesquels se produira l'interaction entre facteurs socio-économiques et facteurs politiques. D'où l'importance de répondre à la deuxième question que nous avons posée. Une telle réponse ne pourra être donnée que sur la base d'un inventaire scrupuleux et réaliste des forces qui ont résisté aux coups les plus sévères, qui sont en condition d'agir, ne fût-ce qu'à une échelle modeste, déjà à l'étape actuelle ou à une étape prochaine, aussi bien que des forces nouvelles qui émergent éventuellement des expériences des dernières années, et des possibilités de réintégrer au combat les milliers de militants soumis à l'usure d'une émigration qui se prolonge. Les événements qui ont eu lieu au cours de 1977 et dans les premières semaines de la nouvelle année, nous fournissent des indications encourageantes.

REANIMATION DE MOUVEMENTS DE MASSE ET DIFFICULTÉS DES DICTATURES

Le 19 juillet, le Pérou a été secoué par une grève générale puissante. Le 14 septembre, la Colombie a été le théâtre d'un *paro civico nacional* (arrêt de travail national) organisé d'une façon unitaire par les quatre centrales syndicales. Aux mois d'octobre et de novembre, l'Argentine a connu une vague significative de grèves mobilisant sur une échelle considérable des ouvriers de l'automobile, de l'électricité, des transports, etc., aboutissant à des succès partiels. Au Brésil, le mouvement des étudiants est descendu dans la rue, pour la première fois depuis une longue période, en impulsant par son exemple la lutte pour les droits démocratiques. Au Chili, des mouvements revendicatifs, des arrêts de travail, des formes de résistance ouvrière se sont succédés

pendant des mois et, à l'occasion de la farce du referendum de Pinochet, des manifestations de rue ont aussi éclaté. Au commencement de janvier, à la suite de l'assassinat d'un représentant de l'opposition modérée, le Nicaragua a été bouleversé par des mobilisations sans précédent où les travailleurs urbains et les paysans se sont retrouvés côte à côte. Finalement, des mobilisations vigoureuses, de spectaculaires grèves de la faim, ont arraché à Banzer la généralisation de l'amnistie. La question se pose : l'Amérique latine est-elle entrée ou en train d'entrer dans une phase nouvelle ?

Des éléments se sont effectivement précisés à trois niveaux. Premièrement, nous venons de le voir, en ce qui concerne le mouvement des masses. Les événements récents semblent indiquer que même dans

durée (la dictature brésilienne a déjà résisté plus que le régime d'Hitler en Allemagne; au Pérou, bien qu'à travers des vicissitudes multiples, le pouvoir des forces armées existe depuis neuf ans). Les groupes bourgeois les plus conscients sont sensibles au danger que les forces armées ne puissent plus représenter un recours de dernière instance, du fait qu'elles sont devenues une composante permanente de l'appareil politique, risquant ainsi de se compromettre à fond, sans qu'il existe de solution de rechange. D'où les tentatives ou les projets d'«institutionnalisation», qui vont du desserrement partiel du régime brésilien et de l'annonce du retour à court terme à un régime civil en Bolivie, à la convocation d'une assemblée constituante au Pérou et aux promesses de légalisation des partis bourgeois traditionnels en Uruguay.

européens occidentaux et japonais et de rétablir des liens avec les secteurs de la bourgeoisie indigènes dont les intérêts avaient le plus souffert du cours adopté dans la période précédente.

La convergence de tous ces éléments a déterminé incontestablement des changements dans la situation. Ce serait une spéculation abstraite que de s'efforcer d'établir dès maintenant si nous sommes en présence des premières manifestations d'une nouvelle montée ou d'un interlude allant vers une recomposition des groupes dirigeants et des structures politiques, ou encore simplement d'un éclair dans les ténèbres. Nous constatons qu'y compris parmi les marxistes-révolutionnaires, il y a eu des interprétations sensiblement différentes, allant d'appréciations très «optimistes» des tendances du mouvement de masse (notamment en Argentine) et de l'ampleur de l'institutionnalisation que certaines bourgeoisies seront amenées à promouvoir (par exemple au Brésil) jusqu'à une minimisation des changements intervenus qui amène à mettre plus l'accent sur les conflits interbourgeois que sur ce qui mûrit au sein du prolétariat et d'autres couches exploitées.

Pour notre part, nous inclinons vers l'interprétation exprimée dans l'article de Jorge A. Valdès (*Inprecor* no 15, du 15 octobre 1977). Même s'il devait se traduire dans la réalité par l'instauration de gouvernements basés sur des élections plus ou moins truquées, le nouveau projet politique de certaines bourgeoisies latino-américaines impliquera tout de même des régimes «forts», fondamentalement autoritaires, où les organisations de la classe ouvrière, soit seront maintenues dans l'illégalité, soit seront soumises à des limitations très graves dans leur fonctionnement, et où les militaires auront des positions de contrôle très importantes en se réservant le droit d'intervenir dès qu'ils l'estimeront nécessaire. Les mesures de «démocratisation» iront surtout dans le sens de permettre une certaine dialectique interne des classes privilégiées. Il est significatif à ce propos que, parmi les candidats au rôle de dirigeants de rechange, il y ait des hommes qui ont eu des responsa-



A Bogota.

les pays où la répression a sévi le plus durement, il y a eu une récupération de forces et une réanimation de quelques secteurs ouvriers. Cela a été incontestablement facilité par des conflits de plus en plus manifestes au sein de la bourgeoisie et des groupes dirigeants militaires eux-mêmes. Voilà, donc, le deuxième niveau : les classes dominantes ont commencé à remettre en question leurs choix politiques et les fractions militaires se sont mises à se différencier et à se confronter.

Il est incontestable que certaines dictatures ont subi une usure sérieuse, ne fût-ce qu'à cause de leur

Troisièmement, la direction impérialiste nord-américaine qui, pourtant, avait un rôle de premier plan dans l'instauration des dictatures, a redécouvert les «droits humains» et critiqué certains de ses fantoches. Après la défaite au Vietnam et après Watergate, Washington avait besoin de redorer un tant soit peu son blason et l'administration Carter a voulu donner l'impression d'opérer un tournant. Une reconquête de crédibilité en Amérique latine était un ingrédient nécessaire pour cette opération, inspirée aussi par le souci de contre-carrer les efforts des impérialistes

bilités directes dans l'avènement des dictatures, comme le Brésilien Pinto, ou qui ont ouvert la porte aux coups d'Etat comme le Chilien Frey, ou qui se sont depuis fort longtemps alignés sur des positions réactionnaires comme les chefs de l'APRA péruvienne ou l'Argentin Balbin). Ces mesures viseront à relancer des mécanismes d'accumulation susceptibles de stimuler le marché intérieur et d'assurer des marges pour la survie des secteurs en crise de la bourgeoisie industrielle et agraire. Cela dépendra, dans une large mesure, du contexte économique et politique mondial (de la possibilité d'une relance de l'économie capitaliste avant et surtout après la nouvelle récession qui s'annonce, de la possibilité pour certains pays d'ériger des barrières de protection, de la possibilité de stimuler des croissances sectorielles, etc.).

La réalisation des projets bourgeois et impérialistes de replâtrage des dictatures ou de leur remplacement par d'autres régimes autoritaires est liée dans une large mesure au développement de la situation économique et politique mondiale. Mais l'issue de la nouvelle phase qui s'esquisse dépendra, en dernière analyse, de la capacité des larges masses, aussi bien de relancer leurs luttes, même dans les conditions les plus difficiles, que d'exploiter toutes les brèches qui s'ouvrent dans l'appareil d'oppression des classes dominantes.

Il n'est pas besoin d'insister ici sur l'importance capitale des luttes économiques - y compris avec des objectifs extrêmement modestes - pour stimuler une réanimation du mouvement des masses après un écrasement ou une stagnation prolongée, avec des tendances à la désagrégation, pour favoriser une recomposition de la classe ouvrière. Les problèmes les plus délicats se posent et se poseront sur le terrain du choix des instruments de lutte, qui ne saurait être subordonné à des schémas rigides découlant de généralisations abusives. La difficulté réside dans le fait qu'il faut combiner l'exigence de propulser des organismes qui assurent l'autonomie de la classe ouvrière - au début, répétons-le, même à des niveaux extrêmement modestes - et

l'utilisation de toute possibilité ou couverture, légales. Jusqu'ici l'expérience du Brésil a été la plus significative, allant de l'exploitation des marges de manœuvre par des organisations non strictement politiques (religieuses ou para-religieuses, etc.) à la formation d'organismes du type des commissions ouvrières, avec une combinaison d'un travail à l'intérieur et d'un travail à l'extérieur des syndicats.

Le rôle central que les revendications démocratiques jouent à l'étape actuelle dans une série de pays, n'a pas besoin d'être démontré. Il est absolument clair qu'une lutte pour des objectifs démocratiques et pour une conquête de libertés réelles pour les grandes masses aurait des effets explosifs par rapport aux projets des bourgeoisies nationales et de l'impérialis-

trices ou réactionnaires que les bourgeoisies nationales et impérialistes s'efforcent de préparer. Tout cela vaut évidemment pour les pays du cône sud; mais la problématique des objectifs démocratiques se pose aussi dans des pays comme le Mexique, la Colombie et le Pérou. Au Mexique, la conquête de droits démocratiques sans restriction ouvrirait des brèches profondes dans le mécanisme politique imposé par les classes dominantes depuis des décennies, en facilitant la lutte pour cette indépendance politique et organisationnelle de la classe ouvrière, qui reste le problème majeur à résoudre pour le déclenchement d'une dynamique révolutionnaire. En Colombie, une lutte dans une direction analogue pourrait faire échouer la tentative de relancer le «compromis historique» entre les deux partis bourgeois. Au Pérou, elle pour-



Buenos-Aires, novembre 1976, le bolivien Banzer (à gauche) en visite chez Videla (à droite).

me. Faire sauter des dictatures signifie remettre en discussion de fond en comble les formes spécifiques d'accumulation et d'exploitation existant dans de nombreux pays à l'étape actuelle. Empêcher que les dictatures des «gorilles» soient éventuellement remplacées par des régimes prétendument démocratiques où les libertés d'organisation, d'expression et de représentation de la classe ouvrière et d'autres couches exploitées soient niées ou sérieusement mutilées, et imposer un exercice réel des droits démocratiques sans restriction aucune, signifie miner dès le début les solutions de rechange conserva-

rait faire échouer l'effort de faire renaître de ses cendres le vieux cadre politique traditionnel.

Le mot d'ordre de l'Assemblée constituante est, dans un certain nombre de pays, la pièce maîtresse des revendications démocratiques. Les marxistes-révolutionnaires combattent, à juste titre, les mystifications de certaines tendances bourgeoises et même de certains groupes militaires qui projettent des «constituantes» dont le cadre et la composition seraient prédéterminés par les régimes en place et le fonctionnement rigoureusement contrôlé, sinon carrément truqué. Ils com-

battent également toute confusion entre propagande en faveur d'une constituante et acceptation de projets d'institutionnalisation bourgeois. Mais ils évitent en même temps l'utilisation de formules sectaires et ultimatisées - par exemple, constituante convoquée par les masses opprimées ou par un gouvernement révolutionnaire, etc. - susceptibles de restreindre l'écho du mot d'ordre parmi les couches les plus larges des masses. Ils insistent sur l'idée simple - aux potentialités explosives dans le contexte analysé - qu'une constituante implique le suffrage direct et secret sans limitation aucune et l'élection des représentants sur une base proportionnelle. L'exigence d'une différenciation entre révolutionnaires et groupes bourgeois ou petits-bourgeois « démocratiques » doit être satisfaite, non par l'utilisation de formules plus ou moins rigides, mais par l'imbrication de revendications démocratiques et de revendications correspondant aux besoins des masses exploitées dans une dynamique de programme de transition.

Cela présuppose la clarté sur les perspectives stratégiques. De la constatation que des objectifs démocratiques sont à l'ordre du jour, les réformistes de tout acabit tirent la conclusion qu'il faut projeter une étape démocratique de la révolution et réaliser une alliance avec la bourgeoisie « nationale » ou « progressiste ». C'est un vieux refrain qui pose, toutefois, des problèmes aux révolutionnaires, dans la mesure où ils doivent éviter en même temps le risque de tomber dans le propagandisme (par réaction contre les capitulations des partis traditionnels) et le danger de se laisser entraîner dans des coalitions de fait avec des formations bourgeoises ou dans des manœuvres d'« institutionnalisation ». Il ne faut pas minimiser les pressions qui pourraient provenir de certains secteurs des masses. Dans des situations de répression féroce, le besoin de sortir du cauchemar peut amener à s'accrocher au moindre espoir, à nourrir des illusions, à céder à des réflexes unitaires sans discriminants. Les oscillations et les dérapages opportunistes d'organisations comme le MIR chilien et le PRT argentin, découlent, en dernière analyse, de pressions de

cette nature, qui n'étaient pas contrecarrées, en l'occurrence, par la clarté théorique et politique.

Encore une fois, il faut éviter toute confusion entre droits démocratiques et institutions démocratiques bourgeoises, ainsi qu'entre convergences ponctuelles, sur le terrain de la solidarité, de la défense des prisonniers, des nécessités techniques, et accords formels ou de fait avec des formations bourgeoises sur le plan de la stratégie politique. Il s'agit aussi de comprendre que le reflet de toute politique d'unité « antifasciste » ou de front populaire n'implique pas l'acceptation du schéma simpliste : dictature militaire pro-impérialiste ou dictature du prolétariat. L'essentiel est que la lutte des masses ne s'arrête pas à mi-chemin, mais, en partant d'objectifs démocratiques et anti-impérialistes, acquière une dynamique de révolution permanente, à savoir



Rio de Janeiro, 19 mai 1977 - manifestation des étudiants contre le régime militaire.

attaque le cadre même du régime capitaliste. Cela n'exclut pas que se créent des situations où la bourgeoisie dispose encore de forces suffisantes pour maintenir son hégémonie par le truchement d'une institutionnalisation fonctionnelle selon ses buts. Mais ce n'est pas du tout la même chose si cela se produit dans le cadre d'une collaboration des organisations ouvrières avec les partis des classes dominantes qui paralysent le mouvement de masses, ou si la classe ouvrière, en arrachant tous les droits démocratiques et en se dotant de ses propres organismes, ne cesse de se mobiliser dans une dynamique offensive, en mettant en échec les tentatives de stabilisation.

La stratégie réformiste implique la première variante; une stratégie révolutionnaire doit miser sur la deuxième.

Finalement, les expériences de l'année 1977 - avec la répression et les tueries qui ont eu lieu dans des pays comme le Pérou, la Colombie, et l'Equateur - confirment que les classes dominantes ne renonceront pas à avoir recours à la violence tout en menant des campagnes d'« institutionnalisation ». C'est pourquoi le problème de l'autodéfense est objectivement posé et que de larges secteurs des masses y sont ou y seront sensibilisés. Les marxistes révolutionnaires ne l'oublieront pas.

LE NATIONAL-POPULISME A-T-IL UN AVENIR ?

Il est très difficile de donner dès maintenant une réponse au problème de savoir quelles solutions les bourgeoisies s'efforceront d'imposer dans le cas d'un effacement des régimes qui existent dans une série de pays du continent. Il est, en tout cas, improbable que, dans le contexte que nous avons analysé, se produisent sur une échelle importante des phénomènes tels que ceux qui se sont produits au cours des années 30, pendant la Seconde Guerre mondiale ou même pendant le boom prolongé des années 50 et 60. Sans exclure des cas exceptionnels, il n'y a pas de marges objectives suffisantes pour un nouvel essor d'une bourgeoisie industrielle, grande et moyenne, jouissant d'une autonomie relative par rapport à l'impérialisme et susceptible d'imposer des solutions « nouvelles » aussi bien sur le terrain économique que sur le terrain des orientations politiques d'ensemble. Nous touchons ici, en même temps, au problème d'une relance éventuelle de courants nationalistes ou nationaux-populistes.

Si nous rejetons toute conception, toute idée simpliste selon laquelle des mouvements nationalistes seraient le produit véritable d'une exploitation impérialiste accrue; si nous n'oublions pas quelles furent les prémisses objectives de l'essor des mouvements nationaux-populistes; si nous comprenons que de telles conditions n'existent plus

et qu'elles ne pourront pas se reproduire à une échéance qui nous intéresse aux fins de conclusions politiques; si nous considérons que les secteurs les plus modernes et vigoureux de la bourgeoisie latino-américaine ont gardé et gardent une vitalité surtout dans la mesure où ils ont des liens organiques avec le capital international et sont donc imbriqués avec l'impérialisme plus structurellement que par le passé (aucune inversion de tendance ne s'esquisse de ce phénomène qui remonte déjà à une vingtaine d'années); si nous nous rappelons, et ce n'est pas le moins important, que le national-populisme a subi une

dans des pays latino-américains, puissent surgir des partis sociaux-démocrates avec une large influence de masse et susceptibles de jouer un rôle décisif ou important dans les projets politiques qui s'amorcent. En fait, l'Internationale socialiste manœuvre, par exemple, au Brésil, au Venezuela et même en Argentine. C'est un problème qu'il faudra analyser ailleurs. Ici, nous voudrions mettre en garde contre des analogies impressionnistes. Il ne faut pas oublier, en fin de compte, que les conditions objectives de l'essor et de la relance de la social-démocratie en Europe occidentale et dans d'autres parties du monde n'existent pas

un gouvernement bourgeois, quelles que soient les raisons qui inspirent son action, exproprie une compagnie multinationale, une entreprise capitaliste quelconque ou élimine de son territoire une enclave impérialiste, les révolutionnaires appuieront ces mesures, tout en gardant leur indépendance politique (ce qui pourrait se concrétiser, par exemple, par une mobilisation visant à empêcher toute indemnisation ou à imposer le contrôle ouvrier). Mais ils devront faire attention à ne pas introduire, dans leur programme, des concepts ambigus, comme pourrait l'être celui du front anti-impérialiste. Il ne s'agit pas de susciter



usure très profonde des décennies durant et qu'il ne saurait plus apparaître comme une solution, même dans les pays où il a eu les racines les plus profondes; si tout cela est vrai, la conclusion s'impose : le nationalisme ou national-populisme ne jouera pas un rôle de premier plan dans l'étape qui s'ouvre, il ne pourra entreprendre, tout au plus, que des opérations à court terme impliquant éventuellement davantage des secteurs marginalisés que des couches un tant soit peu importantes de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Dans la période la plus récente, certains ont avancé l'hypothèse que

en Amérique latine et il est très difficile de croire qu'elles se produiront dans l'étape qui s'ouvre.

L'analyse que nous avons développée a précisé quel est le cadre contraignant qui limite la portée de conflits éventuels entre des bourgeoisies latino-américaines et l'impérialisme. Cela n'exclut pas des confrontations entre des groupes ou des gouvernements bourgeois du continent et le capital étranger ou des gouvernements impérialistes. De telles confrontations éventuelles, en principe, ne posent aucun problème majeur aux révolutionnaires. Si

des querelles terminologiques stériles. Mais il ne faut pas oublier que la notion de «front» a été souvent élargie en y incluant l'idée d'accords éventuels de longue durée avec des secteurs bourgeois et en allant donc bien au-delà de l'idée d'appui ponctuel à des mesures concrètes et de convergences avec d'autres couches exploitées. De là à l'adoption d'une politique de collaboration avec des couches de la classe dominante, il n'y a qu'un pas. Il ne faut, sous aucune condition, risquer d'être amené à le faire.

17 janvier 1978

1) Pour donner un exemple significatif du Mexique, où tout de même la population rurale reste importante, le pourcentage de cette dernière est passé, d'après les recensements officiels, de 54,2% en 1960 à 42,5% en 1970 et a encore diminué depuis lors.

2) 4000 cheminots ont déjà été licenciés entre mars 1976 et la fin de 1977 et 9000 devraient subir le même sort au cours de 1978.

MUNDIAL 1978

l'occasion d'une campagne internationale contre la dictature

Pour la première fois depuis de nombreuses années, une campagne de masse contre une dictature militaire se développe aujourd'hui en Europe, à l'occasion de la tenue en Argentine de la prochaine Coupe du monde de football.

Cette campagne de boycottage de l'Argentine en tant que pays organisateur se déroule autour de deux revendications essentielles :

- * Libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux, y compris des «disparus» (ceux dont la détention n'est pas officiellement reconnue par la junte militaire argentine).

- * Rétablissement de toutes les libertés politiques, syndicales et démocratiques.

L'appel au boycottage de la Coupe du monde a été lancé, à la fin de 1977, en France et en Suède. Depuis, la campagne a pris une ampleur considérable avec la mise sur pied de comités unitaires de mobilisation dans la plupart des pays d'Europe occidentale. En quelques semaines, 30 000 signatures ont été recueillies en France pour demander au gouvernement français d'intervenir contre l'organisation de la Coupe du monde par l'Argentine. Près d'une centaine de comités existent déjà, regroupant surtout des jeunes.

En même temps, se créait un Comité des parents et amis des Français disparus en Argentine qui, de son côté, interpellait le gouvernement; des comités d'avocats, de journalistes, de médecins, de psychologues, etc., exilés en France, gagnaient de nombreux appuis.

Le 25 février dernier, à Paris, s'est réunie une coordination de 17 comités européens, venus du Danemark, d'Allemagne fédérale, de France, de Belgique, d'Espagne, de Suisse et des Pays-Bas. Plusieurs militants des sections de la IVe Internationale participaient à cette réunion, mandatés par les comités de leurs pays respectifs sur la base de leur activité en faveur du boycottage de la Coupe du monde.

Cette réunion décida d'organiser une série d'initiatives à l'échelle européenne, le 24 mars - à l'occasion du deuxième anniversaire du coup d'Etat du général Videla - et le 28 avril. Une nouvelle rencontre internationale est convoquée à Amsterdam, le 6 mai prochain.

Le 23 mars à Paris, un rassemblement de protestation de 2000 personnes s'est déroulé devant l'Ambassade argentine. Le lendemain, des orateurs du CAIS (Comité d'Amérique latine pour l'information et la solidarité), du COBA (Comité pour l'organisation du boycottage de l'Argentine pour la Mundial de 78), de la CFDT (Confédération française démocratique du travail), du Parti socialiste et de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IVe Internationale), se retrouvaient à la tribune d'un meeting unitaire.

En Espagne, la campagne de boycottage a reçu l'appui de l'ensemble des forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier, à la seule exception du PCE qui n'a pas encore pris position, alors que le syndicat des Commissions ouvrières, dirigé par les militants du PCE, s'est, lui, joint à l'appel, signé également par les organisations nationalistes.

En Suède, le Parti social-démocrate s'est déclaré favorable au boycottage de la Coupe du monde.

La presse internationale s'est largement fait l'écho de cette importante campagne. Cela a mis la junte militaire de Videla en position défensive face à l'opinion publique. L'opération publicitaire, montée à grands frais par les tortionnaires argentins pour tenter de sceller l'union sacrée autour du football afin d'apâter les capitaux étrangers dans cet «îlot de stabilité», a ainsi été mise en échec.

La campagne pour le boycottage est un tremplin pour l'activité permanente de dénonciation des dictatures non seulement d'Argentine, mais aussi du Chili, d'Uruguay, du Brésil, etc. Elle permet aussi de dénoncer concrètement les mille liens qui unissent les multinationales et leurs gouvernements à ce type de régime et de montrer que pour ces «démocraties» la surexploitation des peuples des pays dominés par l'impérialisme est un moyen très profitable de déplacer les effets de la crise généralisée du capitalisme des métropoles occidentales vers les pays dépendants.

Déjà, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent de toute part en faveur du boycottage du prochain congrès de cancérologie, prévu pour le mois d'octobre à Buenos Aires.

Toutes ces initiatives doivent permettre de mettre à l'ordre du jour la rupture des relations diplomatiques entre les divers pays concernés et le régime sanglant de la junte militaire argentine et l'exigence que cessent immédiatement toutes les ventes d'armes aux dictateurs argentins et latino-américains.